



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Changer le monde : comment s'y prennent les jeunes

Si différents et si semblables

Monique Coleman

Révolution mobile

Gigi Ibrahim

Le printemps des indignés

Alfredo Trujillo Fernandez

Les armes miraculeuses

Serge Amisi

Plus fort qu'une bombe

Nate Marshall

Étoiles au clair de lune

Carol Natukunda

La jeune sughar

Noshan Abbas

Rebelles et pour cause

Jens Lubbadeh

C'est ça ou rien

Zhao Ying

Archi écolo

Carlos Bartesaghi Koc

La révolution : un haut fait de civilisation

Khaled Youssef

LE COURRIER

DE L'UNESCO

● Juillet-Septembre 2011

ISSN 2220-2269
e-ISSN 2220-2277



NOS AUTEURS

Année internationale de la jeunesse 2010–2011

« À cinq ans de la date butoir de 2015, fixée pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, il est plus important que jamais d'encourager les jeunes à se consacrer à la création d'un monde plus juste », avait écrit Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, dans son message à l'occasion du lancement de l'Année internationale de la jeunesse (août 2010 – août 2011) et de la Journée internationale de la jeunesse (12 août).

Proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2009, cette Année internationale a été placée sous le signe du dialogue et de la compréhension mutuelle. Elle vise à promouvoir les idéaux de paix, de respect des droits de l'homme et de solidarité entre les générations, les cultures, les religions et les civilisations.

Au cours de cette année, un grand nombre de jeunes se sont mis, en effet, à construire un monde plus juste, à commencer par le « printemps arabe ». D'un bout à l'autre du monde, ils ont élevé leurs voix pour réclamer une place dans l'avenir de leurs pays. Le 7^e Forum des jeunes de l'UNESCO, qui aura lieu du 17 au 20 octobre 2011, leur donnera l'occasion de s'exprimer sur leurs expériences, d'exposer leurs projets, d'échanger leurs idées.

Depuis sa création, l'UNESCO porte porte aux jeunes un intérêt majeur. Son Programme sur la jeunesse vise à multiplier les occasions pour les jeunes de se voir confier plus de responsabilités et de faire reconnaître leur rôle dans la société. De février 2010 à février 2011, l'Organisation a coprésidé le Réseau inter-agences des Nations Unies pour le développement des jeunes, aux côtés du Programme des Nations Unies pour la jeunesse. À ce titre, l'UNESCO a participé à la coordination de l'Année internationale de la jeunesse.





Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

LE Courrier

DE L'UNESCO JUILLET-SEPTEMBRE 2011

64e année

2011 - n° 3

Le Courrier de l'UNESCO est actuellement un trimestriel publié en sept langues par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

Abonnement gratuit à la version électronique :
www.unesco.org/fr/courrier

Directeur de la publication : Eric Falt

Rédactrice en chef : Jasmina Šopova
j.sopova@unesco.org

Secrétaire de rédaction : Katerina Markelova
k.markelova@unesco.org

Rédacteurs :

Anglais : Cathy Nolan

Arabe : Khaled Abu Hijleh

Chinois : Weiny Cauhape

Espagnol : Francisco Vicente-Sandoval

Français : Françoise Arnaud-Demir

Portugais : Ana Lúcia Guimarães

Russe : Irina Krivova

Stagiaire : Vanessa Merlin

Photos : Danica Bijeljic

Maquette : Baseline Arts Ltd, Oxford

Impression : UNESCO – CLD

Renseignements et droits de reproduction :

+ 33 (0)1 45 68 15 64 · k.markelova@unesco.org

Plateforme web : Chakir Piro et Van Dung Pham

Remerciements à : Mila Zourleva

Les articles peuvent être reproduits librement à des fins non commerciales, à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduit du Courrier de l'UNESCO », en précisant le numéro et l'année.

Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'UNESCO.

Les photos appartenant à l'UNESCO peuvent être reproduites avec la mention © Unesco suivie du nom du photographe. Pour obtenir les hautes définitions, s'adresser à la photobanque : photobank@unesco.org

Les frontières sur les cartes n'impliquent pas la reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations Unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.



« Mordabella », techniques mixtes, 2009. Œuvre de Ghassan Halwani, artiste libanais.

© Ghassan Halwani



Éditorial – Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO 5

CHANGER LE MONDE : COMMENT S'Y PRENNENT LES JEUNES

Les jeunes du monde : si différents et si semblables 7

Entretien avec Monique Coleman par Katerina Markelova

Un acte de survie – Emna Fitouri 9

Révolution mobile – Entretien avec Gigi Ibrahim par Khaled Abu Hijleh 11

Le printemps des indignés – Alfredo Trujillo Fernandez 13

Il était une fois la jeunesse... 15

La jeunesse tchèque a son mot à dire – Mathieu Ponnard 16

Obami, mon ami – Barbara Mallinson 18

Les armes miraculeuses de Serge Amisi 20

Entretien réalisé par Selen Demir

Pris dans une spirale meurtrière – Mila Zourleva 22

Quand la poésie résonne plus fort qu'une bombe – Nate Marshall 23

Chacun rêve différemment, mais... 25

Entretien croisé avec B. Shamieh, M. Twaalfhoven, I. Bratland et M. Shahin réalisé par I.J. Bührle et K. Abu Hijleh

JR, l'art et l'impossible – Jasmina Šopova 30

Patrimoinito au Togo – Katerina Markelova 31

Des merveilles de créativité – Silvia Bellón et Pierre Arlaud 32

Le sport : juste un point de départ 33

Jeux olympiques de la jeunesse 33

Étoiles au clair de lune – Carol Natukunda 34

La jeune sughar du Balouchistan – Noshan Abbas rencontre Khalida Brohi 36

Une révolution qui ne dit pas son nom – Hiroki Yanagisawa 39

Rebelles et pour cause – Jens Lubbadah 40

C'est ça ou rien – Zhao Ying 44

La vie à vélo – Ruth Pérez López 46

Archi écolo – Carlos Bartesaghi Koc 48

NOTRE INVITÉ

La révolution : un haut fait de civilisation 50

Entretien avec Khaled Youssef par Khaled Abu Hijleh

REPÈRES

L'UNESCO accueille 53

Hillary Clinton, Ban Ki-moon, Shashi Tharoor, Forest Whitaker...



Dans ce numéro

« On n'est pas obligé de vouloir transformer la planète, il suffit de vouloir changer les choses qui ne vont pas, là où on se trouve », déclare l'actrice et chanteuse américaine Monique Coleman, nommée championne de la jeunesse des Nations Unies, à l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse 2010–2011 (pp. 7-8). C'est précisément ainsi que les jeunes s'y prennent pour changer les choses qui ne vont pas.

Début 2011, ils se sont révoltés contre les régimes politiques en vigueur, d'abord en Tunisie (pp. 9-10), puis en Égypte (pp. 11-12), donnant une bonne leçon de démocratie au reste du monde. À l'aide des réseaux sociaux, le mouvement a gagné d'autres pays de la région, réveillant aussi des pays européens comme l'Espagne (pp. 13-14). Leurs outils, leurs slogans, leurs objectifs sont quasiment partout les mêmes. Ils se battent pour un travail, pour la justice sociale, la gratuité de l'éducation et de la santé, la liberté d'expression, mais aussi et surtout, pour la démocratie. Les nouvelles saisissantes du « printemps

arabe » se sont répandues à travers la planète, l'érigeant en symbole d'une révolution pacifique menée par les jeunes.

Ailleurs dans le monde, les jeunes se mobilisent par d'autres moyens, comme ces étudiants tchèques qui ont décidé de « se mêler » des affaires de leur pays (pp. 16-17) ou cette entrepreneuse sud-africaine qui a créé un réseau social destiné aux écoles défavorisées (pp. 18-19), sans oublier ceux qui ne désespèrent pas de gagner la guerre contre le racisme, la xénophobie, les discriminations et les conflits grâce aux « armes miraculeuses » de l'art (pp. 21-30).

S'il est un dénominateur commun à toutes ces initiatives, c'est bien la solidarité, illustrée également par les actions des jeunes volontaires, scouts et sportifs (pp. 31-33), mais aussi par les histoires bouleversantes des « étoiles » ougandaises (pp. 34-35) et d'une jeune *sughar* pakistanaise (pp. 36-38). Quant à la jeunesse japonaise, qui a fait preuve d'une grande générosité lors de la catastrophe naturelle de mars 2011, elle

a enclenché un changement radical du système de valeurs fondé sur la croissance économique (pp. 39-40).

Enfin, on ne s'en étonnera pas, l'avenir de l'environnement est un autre chantier privilégié des jeunes. Très sensibles à la question du réchauffement climatique, les nouvelles générations livrent parfois de véritables batailles contre différentes formes d'immobilisme écologique. De l'Union européenne à la Chine, en passant par le Mexique et le Pérou (pp. 40-49), des milliers de jeunes mettent leurs compétences en tous genres au service d'une planète plus saine.

Pour clore ce dossier, réalisé exclusivement par de jeunes auteurs, nous avons invité le cinéaste égyptien Khaled Youssef à porter son regard sur le « printemps arabe » (pp. 50-52). Il nous livre sa vision des événements qui ont bouleversé son pays au début de l'année 2011 et de leurs conséquences sur l'échiquier des arts et de la société, mais aussi de la politique internationale. ■

Jasmina Šopova

Éditorial

Irina Bokova

Ils sont plus d'un milliard, ils vivent pour la plupart dans les pays en développement. La population mondiale âgée de 15 à 24 ans représente plus d'un milliard d'espoirs pour un avenir meilleur, plus d'un milliard d'idées pour changer le monde de manière constructive, plus d'un milliard de réponses potentielles aux défis de notre temps. Diplômés ou non, libres ou décidés à l'être, les jeunes réinventent la culture, ils se saisissent des nouveaux médias, ils renouvellent la manière d'être ensemble. Pourtant, rares sont ceux qui connaissent l'insouciance de la jeunesse. L'immense majorité doit construire sa vie en luttant au quotidien contre les obstacles de la pauvreté, du chômage, du changement climatique, de l'accès restreint à l'éducation ou aux soins médicaux. Comment peser pleinement sur l'avenir, lorsqu'on est exclu des processus de décision ? C'est à nous de les aider, de les soutenir dans leurs ambitions, en mettant à leur disposition les ressources immenses de l'éducation, des sciences, de la culture, de la communication et de l'information.

Le souffle historique du « printemps arabe » a montré de façon puissante et inattendue la capacité de la jeunesse à élargir le champ des possibles. L'année 2011, proclamée par les Nations Unies Année internationale de la jeunesse (août 2010 - août 2011), restera dans les mémoires comme celle où la jeunesse a choisi de reprendre le flambeau de la dignité humaine.

Notre Organisation s'est immédiatement mobilisée pour accompagner la transformation de ces sociétés à un tournant de leur histoire.

L'UNESCO intervient en Tunisie et en Égypte pour former des journalistes, distribuer du matériel pédagogique, aider à renforcer la liberté d'expression et la réforme du secteur des médias, en vue des prochaines élections. Je me suis rendue sur place, au Caire, pour entendre les besoins et renforcer l'intervention de l'UNESCO dans ses domaines de compétences. La célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai à Tunis, co-organisée par l'UNESCO, a libéré la parole et donné l'occasion d'un large débat sur les thèmes portés par la jeunesse, comme le rôle de l'internet et des réseaux sociaux dans la lutte contre la censure. En juin dernier, l'UNESCO a été la première à lancer en Égypte une série de séminaires de libre discussion sur l'engagement civique et la démocratie.

La culture est un socle sur lequel édifier la nouvelle société démocratique. Les jeunes Égyptiens s'y sont montrés particulièrement sensibles, en formant spontanément, pendant les manifestations, une chaîne humaine autour de la Bibliothèque d'Alexandrie pour la protéger des pilleurs. Cette conscience de la jeunesse, la maturité collective dont elle a fait preuve, l'UNESCO veut l'encourager et l'accompagner sur le long terme, grâce à l'initiative « Youth Heritage », qui permet aux héritiers d'un patrimoine unique de s'imprégner des valeurs millénaires qu'il véhicule et de s'en servir comme vecteur de cohésion sociale et d'innovation.

Dans le même esprit, je lancerai une importante initiative, « Patrimoine et dialogue »,

Scène de « Silent Evolution » (évolution silencieuse), installation sous-marine de l'artiste britannique Jason deCaires Taylor, présentée lors de la Conférence mondiale sur les changements climatiques à Cancún au Mexique (COP16) en 2010. De jeunes plongeurs se joignent aux statues immergées pour évoquer l'une des menaces du changement climatique : l'élévation du niveau de la mer.

© Jason deCaires Taylor/Greenpeace

Lors de sa première visite officielle en Croatie, les 21 et 22 mai 2011, la Directrice générale de l'UNESCO a ouvert, à Poreč, le premier Forum de la jeunesse du Sud-Est européen sur le patrimoine mondial. Irina Bokova (en veste blanche) a marqué ainsi la célébration de l'Année internationale de la jeunesse 2010-2011.

© UNESCO / Bobir Tukhtabayev



lors du prochain Sommet des chefs d'États du Sud-Est européen, à Belgrade, en septembre 2011. La capitale serbe fut le théâtre d'une révolution décisive pour l'avènement de la démocratie dans la région, menée par les jeunes serbes du mouvement Otpor (Résistance), et qui provoqua la chute du régime du président Slobodan Milošević. Plus de 10 ans après cet événement, alors que la région continue d'avancer sur le chemin de la réconciliation et de la démocratie, l'UNESCO veut donner aux jeunes les moyens de leurs ambitions, et mobilise toutes les forces de la culture pour les aider à donner forme à leurs projets, au service du dialogue et du respect mutuels. C'est l'objectif principal de notre Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial.

L'UNESCO a été la première agence de l'ONU à définir et à développer des programmes adressés spécifiquement aux jeunes. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'UNESCO était déjà impliquée dans l'organisation de camps de Jeunes volontaires internationaux pour aider à la reconstruction de l'Europe. Aujourd'hui, c'est en assurant la qualité de l'éducation pour tous, en améliorant la protection des élèves et des écoles dans les zones de conflits, en renforçant les moyens de la formation professionnelle, que nous créons les conditions d'un avenir meilleur. C'est aussi en aidant à tisser des liens entre les différentes jeunesse du monde, autour des valeurs partagées des droits de l'homme. C'est dans ce sens que notre Organisation vient de produire un court métrage réalisé avec des

☛ *Graffiti représentant le poing emblématique du mouvement des jeunes serbes Otpor (Résistance), qui a provoqué la chute du régime du président Slobodan Milošević, en 2000. Ce symbole a été repris par la jeunesse égyptienne révolutionnaire. La photo a été prise le 8 avril 2011, dans la rue Mohammed Mahmoud, qui mène à la place Tahrir, lieu principal du soulèvement de janvier 2011.*



élèves d'écoles associées de l'UNESCO en Albanie, en Azerbaïdjan, au Brésil, au Burkina Faso, au Canada, en France, en Indonésie, au Liban, en Ouganda et en République dominicaine. Les images de ces collégiens qui s'expriment librement sur l'égalité entre les sexes, la diversité, la violence, l'exclusion, constituent un matériel pédagogique irremplaçable à la disposition des écoles secondaires du monde entier.

Partout dans le monde, la jeunesse est une force de progrès. Donnons-lui les moyens de se faire entendre, de participer pleinement à la vie politique et sociale, pour réveiller les consciences et rouvrir les horizons bouchés. C'est l'objectif de l'UNESCO à travers son Programme sur la jeunesse, qui soutient l'engagement citoyen et l'innovation sociale.

Une Commission dédiée à la Jeunesse est chargée d'animer la coopération entre l'UNESCO et les ONG. Cette commission composée de jeunes gens est impliquée dans la préparation des Forums des Jeunes de l'UNESCO, rencontres internationales biennale qui, depuis 1999, permettent de soumettre aux autorités nationales les recommandations, les idées de la jeunesse et d'en assurer le suivi, en coopération avec les gouvernements, la société civile et le système des Nations Unies. Cette année, le 7e Forum des jeunes de l'UNESCO se tiendra du 17 au 20 octobre 2011. Il offrira une formidable occasion de donner la parole aux jeunes du monde entier et de se mettre à l'écoute de leurs besoins et de leurs points de vue.

Les jeunes représentants des 193 États membres de l'UNESCO et de la société civile viendront débattre de la façon dont la jeunesse conduit le changement. La culture de la paix, la bonne gouvernance et les opportunités économiques seront examinées sous le prisme de la participation des jeunes. Y passeront également au crible les réalisations et les leçons tirées de l'Année internationale de la Jeunesse, et notamment les résultats de la Réunion de haut niveau sur la jeunesse, organisée par l'ONU en juillet 2011.

Et pour donner aux jeunes un avant-goût de cette rencontre, l'UNESCO lance dès le mois de juillet une vaste campagne en ligne, pour rassembler leurs opinions et leur permettre de proposer des sujets qui leur tiennent à cœur. Les résultats de ces discussions enrichiront les débats du mois d'octobre.

L'UNESCO a toujours considéré les jeunes comme des partenaires essentiels dans la création d'un monde plus juste. L'appel de la jeunesse est toujours un appel à innover, à inventer. Chaque jour nous apporte de nouveaux exemples de cet élan positif. Je souhaite que ce *Courrier de l'UNESCO* donne à chacun l'inspiration et l'envie d'agir. Bonne lecture ! ■

« Dans la noblesse de votre esprit, dans l'exubérance de votre jeunesse, dans la qualité de vos relations, dans l'idéalisme honnête que vous possédez, dans le dévouement à notre humanité commune que vous apportez... Je trouve l'espoir de maîtriser les défis de la transition à venir, de compléter la révolution que vous avez entamée et de construire la meilleure Égypte que vos actions ont rendue possible ».

*Ismail Serageldin,
Directeur de la
Bibliothèque
d'Alexandrie
Le 12 février 2011*

Les jeunes du monde si différents et si semblables

MONIQUE COLEMAN répond aux questions de Katerina Markelova

Avril 2011: un moment de convivialité lors de la tournée de Monique Coleman en Inde.
Galerie de photos du talk-show « Gimme MO ».



Championne de la jeunesse des Nations Unies, l'actrice et chanteuse américaine Monique Coleman, 31 ans, est chargée de sensibiliser le public sur le dialogue et la compréhension mutuelle, thèmes principaux de l'Année internationale de la jeunesse (août 2010-août 2011). Et elle compte bien aller au-delà des déclarations, pour donner réellement la parole aux jeunes, et leur permettre d'exprimer leurs idées et leurs opinions.

Vous avez été nommée championne de la jeunesse en novembre 2010. Trois mois plus tard vous êtes partie en tournée mondiale. Dans quel but ?

La tournée poursuit des objectifs à la fois personnels et en rapport avec l'Année. Dans la vie, il y a un moment où il faut sortir de son cocon, renoncer à son environnement familial pour aller voir du nouveau à travers le regard des autres. Aux États-Unis, j'ai l'impression d'avoir une vision étriquée du reste du monde. En tant que championne de la jeunesse, et en tant qu'être humain, je n'aurais jamais pu parler de la pauvreté si je ne l'avais pas vue de mes propres yeux, ni parler de l'inventivité incroyable des jeunes, sans les avoir rencontrés.

« On n'est pas obligé de vouloir transformer la planète, il suffit de vouloir changer les choses qui ne vont pas là où on se trouve. »

Année internationale de la jeunesse 2010-2011 :
<http://www.un.org/fr/events/youth2010>

© Gimmemotak

Les jeunes ont été au premier plan dans les insurrections arabes. Cela a-t-il changé votre regard sur votre mission ?

La première étape de ma tournée devait me conduire en Tunisie, mais c'est précisément le jour où je comptais partir que les troubles ont éclaté, et pour des raisons de sécurité, nous avons modifié l'itinéraire. Une de mes missions lors de cette tournée est d'essayer de faire parler des problèmes avant qu'ils ne s'enveniment et ne provoquent des soulèvements.

Les jeunes se rebellent non seulement parce que leur vie n'a été que souffrance, mais aussi parce que celle de leurs parents et de leurs familles n'ont été que souffrance, guerres et supplices. Ce ne sont pas des destructeurs. On ne peut pas leur en vouloir d'agir comme ils le font, mais ils doivent comprendre que la lutte pacifique est le meilleur moyen d'atteindre ses objectifs. J'ai trois modèles, que je leur rappelle sans cesse : Martin Luther King, Gandhi et Nelson Mandela.

En février dernier, j'étais aux Philippines, le jour où on a commémoré le 25e anniversaire de la révolution pacifique qui avait renversé le régime en place [la dictature de Marcos]. Hommes, femmes (y compris les femmes enceintes), enfants... tous s'étaient soulevés dans un même but. Et il n'y a pas eu de victime. C'est le genre de révolution que j'aimerais encourager.

Dans votre talk-show « Gimme MO » disponible uniquement en ligne, vous mettez l'accent sur le formidable pouvoir d'expression que donne internet à la jeunesse.

« Gimme MO » est effectivement une plateforme destinée aux jeunes, où ils peuvent échanger des idées sur des choses qu'on a tendance à passer sous silence ou qu'on aborde sous un angle différent. Je réalise aussi des interviews de célébrités, de savants, de personnes que j'ai rencontrées... Le principal objectif de ce talk-show, c'est de montrer aux jeunes que les gens qu'ils admirent ne sont pas si différents d'eux, dans le fond. Mais aussi de casser les stéréotypes. En Australie, j'ai interviewé une jeune réfugiée musulmane qui vit dans un HLM à Melbourne. Elle a 21 ans, porte le voile et rejette totalement le

cliché selon lequel les femmes musulmanes sont opprimées et n'ont pas voix au chapitre.

Justement, les jeunes que vous rencontrez au cours de votre tournée, sont-ils partout les mêmes ou bien différent-ils d'un pays à l'autre ?

En fait, les jeunes se ressemblent énormément entre eux (rire) ! La vraie différence, c'est que dans les pays en développement, les jeunes sont très sensibilisés aux problèmes mondiaux. Forcément : ils y sont directement confrontés, ils butent dessus dès qu'ils sortent de chez eux pour aller à l'école. Alors que dans les pays développés, ils sont généralement moins avertis de ce qui se passe ailleurs dans le monde. Ils sont plutôt obnubilés par leurs petites histoires personnelles.



Poster de « Gimme MO », plateforme conçue par Monique Coleman pour les jeunes.

« Les jeunes se rebellent non seulement parce que leur vie n'a été que souffrance, mais aussi parce que celle de leurs parents et de leurs familles n'ont été que souffrance, guerres, supplices... »

Quelles sont les questions les plus brûlantes que posent les jeunes ?

Dans un pays comme l'Australie, ce qui compte pour les jeunes, c'est de gagner de l'estime de soi, de s'accepter. Le gros problème dans ce pays est le taux de suicides des jeunes.

Mais, dans un pays comme le Bangladesh, c'est en quelque sorte l'opposé ! Je me souviens de cette phrase qu'un étudiant m'avait lancée : « Comment veux-tu ouvrir les yeux aux gens des pays développés ? Ils veulent en finir avec la vie, alors qu'ici nous luttons pour survivre. » Ça disait tout.

Ce qui ne change pas, d'un pays à l'autre, c'est que chaque jeune cherche à trouver sa place dans le monde. Je fais de mon mieux pour leur expliquer que les possibilités sont illimitées, et convaincre chacun d'eux de toute la valeur et de tout le potentiel qu'il a, indépendamment de ce qu'il est, de sa classe sociale, de sa religion, du fait qu'il soit privilégié ou défavorisé. Nous avons tous des obstacles à franchir, et c'est à nous-mêmes de le faire, tout en nous entraînant.

On n'est pas obligé de vouloir transformer la planète, il suffit de vouloir changer les choses qui ne vont pas, là où on se trouve. Parce que si chacun s'occupe de proposer des solutions aux problèmes de son côté, à nous tous, on finira par changer le monde entier.

Lorsque l'Année sera terminée, pensez-vous continuer à soutenir les jeunes à travers le monde ?

Absolument, ce que je fais n'est que le début ! Je compte m'investir bien plus encore dans « Gimme MO », pour que ça devienne une plateforme télévisée, et un site interactif pourvu de toutes les technologies nouvelles. Dans ma carrière

d'actrice, je compte mettre à profit le spectacle, qui est un moyen formidable de faire passer des messages. Souvent, quand je demande aux gens pourquoi ils se sont engagés, pourquoi ils ont intégré une organisation, ou se sont pris de passion pour une cause, ils me parlent d'un livre ou d'une chanson ou d'un film ! J'aimerais donc continuer à me servir de l'art pour créer de nouvelles sources d'inspiration. ■



Scène de la révolution tunisienne, Tunis, fin janvier 2011.

Le soulèvement de la jeunesse tunisienne en janvier 2011 représente aux yeux de l'étudiante Emna Fitouri plus qu'une révolution : c'était une question de vie ou de mort pour une jeunesse au bord de l'asphyxie. Dans ce témoignage, Emna recadre le rôle joué par internet dans le soulèvement, évoque quelques-unes des raisons profondes de la révolte et raconte sa traversée de l'enfer.

EMNA FITOURI

Un acte de survie

Le 10 janvier 2011, j'ai appris sur Facebook que les gens s'apprêtaient à manifester à Tunis. Avec mes camarades de classe, nous nous sommes donné rendez-vous le 14 janvier devant le ministère de l'Intérieur. Nous avons manifesté pendant trois jours, sur l'avenue Habib Bourguiba et sur la place de la Kasbah, au cœur de la ville. Nous nous sommes organisés via Facebook, comme la plupart des jeunes Tunisiens. C'est ce qui a fait dire à de nombreux commentateurs que notre révolution était une « révolution Facebook ». Définition réductrice, à mon sens, car la réalité est beaucoup plus complexe. En fait, les réseaux sociaux n'ont été qu'un outil dont les jeunes se sont saisi pour se mobiliser, pour déclencher la transformation de la société, le combat contre le chômage et d'autres formes

d'humiliations, la revendication du respect des droits de l'homme et de la dignité humaine. Cela dit, il ne faut pas non plus minimiser le rôle d'internet, qui s'est avéré être un formidable instrument de démocratisation des pays arabes et qui permet de refléter la diversité de leurs paysages politiques et culturels. Et qui est une arme redoutable contre la censure. Personne ne pourra désormais dire : « Je suis l'unique maître. Je domine la scène ». L'internet l'en empêchera, en ouvrant son espace à des débats constructifs. Il nous permettra aussi d'apprendre ce que débat veut dire. L'avant-dernière révolution en Tunisie avait accouché d'une « dictature révolutionnaire », dont on connaît les résultats. Aujourd'hui, nous participons à une « révolution civilisée », une

révolution sans violence, qui est appelée à déboucher sur une démocratie. Un bémol, néanmoins : on insiste beaucoup dans la presse et dans les analyses sur le caractère « pacifique » de cette révolution, parce que les jeunes sont sortis désarmés dans les rues. Mais il faudrait manier ce terme avec précaution. Pacifique, pour qui ? Pour les gens qui ont passé des jours et des jours, tapis dans la peur, à écouter les cartouches siffler ? Pour les soldats et les policiers tirillés entre leur devoir professionnel et leurs convictions personnelles ? Pour les jeunes manifestants qui n'avaient jamais vu autant de sang couler ? L'enfer que nous avons traversé n'est peut-être pas aussi meurtrier que celui de nos frères libyens, yéménites ou syriens, il n'en

reste pas moins que nous avons vécu des moments terribles.

J'ai vu des morts, j'étais tétanisée, j'ai perdu connaissance à force de respirer les gaz lacrymogènes... À la Kasbah de Tunis, des gens de Sidi Bouzid - la ville où Mohamed Bouazizi s'est immolé par le feu le 4 janvier, déclenchant la révolution - affluaient par centaines, pour se joindre aux manifestants de la capitale. Certains venaient avec femmes et enfants. Ils avaient froid, ils avaient faim, ils souffraient. Avec les scouts, je leur ai apporté de la nourriture et des couvertures, j'ai assisté le médecin chef du service médical des scouts.

Et surtout, j'ai crié. Pendant des jours. J'ai crié « DÉGAGE » de toutes mes forces, jusqu'à ce que Ben Ali s'en aille. Je voulais mettre fin à un régime dont les jeunes étaient devenus les victimes les plus fragiles.

Au lieu d'être le moteur de l'économie nationale, nous étions son bouc émissaire. C'est ce qui explique que nous, les jeunes, avons été les premiers à nous soulever. En fait, nous étions piégés. D'une part, nous

recevions une éducation qui passe pour une des meilleures sur le continent africain, mais qui, en réalité, n'est pas adaptée aux besoins d'un marché en constante évolution. D'autre part, le régime ne nous permettait pas d'accéder à un emploi et de le garder. La formation continue, permettant aux employés de mettre à jour leurs connaissances, n'existe pas en Tunisie. Dans le domaine de l'informatique, par exemple, lorsque les technologies évoluent, les entreprises changent leurs ingénieurs et techniciens ! La précarité de l'emploi est un fléau tout aussi lourd que l'impossibilité de trouver du travail pour les jeunes diplômés. Je me demande s'il existe une famille dans le pays qui n'abrite pas au moins un jeune diplômé sans travail.

Bref, le système éducatif instable et la politique économique extrêmement cynique avaient fait de nous une jeunesse désabusée, exploitée, asphyxiée. Nos premiers soulèvements ont été des actes de survie. Nos futures actions s'inscriront dans une démarche de construction d'un nouveau pays. ■

Emna Fitouri, Tunisienne de 21 ans, est en deuxième année d'études de français à l'Institut préparatoire aux études littéraires et de sciences humaines de Tunis. Elle est aussi cheftaine chez les scouts de Hammam Lif, dans la banlieue sud de Tunis.



© Mounia Agrebi

🗣️ Vox populi. Tunis, le 27 janvier 2011.



© Hamdeeddine Bouali

Révolution mobile



La jeune militante égyptienne Gigi Ibrahim, 24 ans, lors de la révolution égyptienne de 2011.

© Al Jazeera English

Dans le feu de la révolution égyptienne de janvier 2011, une jeune fille mobilise les foules sur Facebook et Twitter, informe les internautes à travers le monde, organise des rassemblements dans les rues, agite des banderoles... le téléphone mobile toujours à portée de main. Gigi Ibrahim, 24 ans, incarne le modèle de la révolutionnaire arabe « génération high-tech ». Ses compatriotes descendus dans la rue n'avaient pas tous un ordinateur chez eux, loin de là. Et pourtant les médias sociaux ont joué un rôle crucial dans l'organisation de cet épisode historique qui est en train de changer la face du monde, pas seulement celle du monde arabe.

GIGI IBRAHIM répond aux questions de Khaled Abu Hijleh

Entre 2000 et 2008, vous avez vécu aux États-Unis. Vous êtes rentrée en Égypte à l'âge de 22 ans et vous vous êtes aussitôt engagée sur le plan sociopolitique.

Militiez-vous avant ?

Oui, je militais aux États-Unis, essentiellement au niveau local, entre autres contre les lois sur l'immigration. J'ai fait partie d'un groupe de défense des droits des immigrés clandestins, face aux pressions exercées par la police en faveur de lois à base discriminatoire. J'ai aussi

beaucoup soutenu la cause palestinienne. Partout où il y a une manifestation ou un appel contre la guerre, je le soutiendrai à coup sûr.

Mais pour être honnête, j'étais loin de m'intéresser à ce qui se passait en Égypte à l'époque, m'y rendant rarement. Ayant vécu à l'étranger de 14 à 22 ans, je n'en savais pas suffisamment sur la situation intérieure. Je ne connaissais pas le mouvement d'opposition égyptien, totalement passé sous silence dans les

grands médias. Si bien qu'à moins de vivre sur place et d'en faire partie, on ne savait rien. Même les gens vivant à proximité n'en entendaient pas parler. Seuls les militants proches, la presse et la classe politique savaient ce qui se passait.

Je suis entrée en contact avec les militants égyptiens pour la première fois lorsque je suis rentrée des États-Unis, en

Vous pouvez suivre Gigi Ibrahim sur <http://twitter.com/Gsquare86>

2008. Je me suis alors inscrite à un cours qui portait sur la mobilisation sociale sous un régime autoritaire, à l'Université américaine du Caire. J'ai commencé des études en sciences politiques et j'ai participé aux manifestations de 2009-2010, où j'ai rencontré de nombreux militants. C'est là que j'ai commencé à militer au sein du groupe des Socialistes révolutionnaires.



© Hossam El Hamalawy

Le téléphone portable est devenu un outil essentiel de lutte pour la démocratie en Égypte.

Quelle part avez-vous prise dans la grande marche du 25 janvier 2011 ?

Je faisais partie de la poignée de groupes politiques qui ont appelé au rassemblement du 25 janvier. Nous nous sommes entendus sur l'heure, le lieu et le contenu des revendications. La principale était en fait l'arrestation de Habib al-Adly, le ministre de l'Intérieur. Nous l'exigions depuis que le jeune internaute Khaled Saïd avait été torturé à mort le 6 juin 2010. Nous exigions aussi la dissolution du parlement, élu à la fin de 2010, et nous demandions la mise en place d'un salaire minimum. Sortir dans la rue était notre façon de porter ces revendications sur le front populaire.

Après le soulèvement tunisien, les peuples arabes ont commencé à croire au pouvoir de la rue, à la possibilité d'une révolution pacifique. C'est la démarche que nous avons suivie nous aussi : transformer un mouvement social de jeunes et de groupes politiques en un véritable mouvement populaire, aux revendications à la fois politiques et économiques.

On a commencé à une centaine, et on s'est retrouvés des milliers et des milliers à crier des slogans hostiles au régime. Ça n'arrêtrait pas, la foule toujours plus nombreuse déferlait sur la place Tahrir, au centre de la ville.

Arrivés là, nous nous sommes mis à lancer les mêmes slogans que les Tunisiens : « Le peuple veut un changement de régime ! ». Ce n'était pas nécessairement prévu, et pourtant nous espérions que ça se produise.

Parfois, on se laissait aller à plaisanter : « Eh, on prépare une révolution sur Facebook ! » Personne n'imaginait que les choses tourneraient comme elles l'ont fait. Et c'est heureux, parce les gens en avaient assez et l'oppression était telle qu'ils auraient fait n'importe quoi pour obtenir la liberté.

Quel rôle ont joué les médias sociaux et le journalisme citoyen exercé par les jeunes dans ces événements d'Égypte ?

Les réseaux sociaux ont joué un rôle de premier plan avant les événements. Ce n'est pas là que s'est faite la révolution, mais c'est grâce à eux que nous avons pu communiquer.

Lorsque vous vivez sous un régime autoritaire, toute information transmise, tout organe de presse, tout média revêt une importance cruciale. Le journalisme citoyen devient alors du militantisme. Faire sortir la vérité, donner l'information sur des sujets que l'État cherchait à censurer, c'était capital.

C'était notre seul moyen, avant la révolution, d'exposer et d'expliquer ce qui se passait sur le terrain. Beaucoup de gens ne savaient absolument rien des manifestations et des grèves en cours. Ce n'est que grâce aux réseaux sociaux que les médias indépendants et la presse internationale, comme Al Jazeera, ont pu être informés. Ce n'est que grâce à eux, qu'on a pu dénoncer les cas de torture dans les commissariats. Beaucoup ont fait l'objet de vidéos prises avec des téléphones portables. Toutes ces exactions ont été sorties au grand jour par l'intermédiaire de Flickr, de Facebook et de Twitter, qui échappaient totalement à la censure, jusqu'à ce que le gouvernement ait commencé d'en interdire l'accès.

Il faut savoir que les gens qui sont descendus dans la rue, qui ont fait la révolution, n'avaient pas tous accès à des outils comme Facebook ou Twitter, ni même à un ordinateur. Ils sont sortis

dans la rue et ont risqué leur vie pour obtenir des services de santé et un système éducatif dignes de ce nom, pour que leurs enfants aient un avenir meilleur. Mais même si ces révolutionnaires ignoraient les outils informatiques, les réseaux sociaux ont joué un rôle essentiel pour la transmission de l'information et la mobilisation.

En tant que jeune femme arabe, ne trouvez-vous pas que la participation des femmes égyptiennes au soulèvement du 25 janvier ouvre une brèche dans les traditions ?

Je ne suis pas d'accord ! Les femmes ont toujours été de toutes les mobilisations et de toutes les révolutions, au Moyen-Orient comme ailleurs.

Cette fois-ci, en Égypte, elles ont fait grève, elles ont crié des slogans, elles ont manifesté, elles ont elles aussi subi les arrestations et la torture. Dans ce que j'ai vécu du soulèvement égyptien, il n'y avait aucune différence entre les hommes et les femmes.

Évidemment, les femmes se battent aussi pour leurs droits en tant que femmes. Et là, on leur rétorque que ce n'est pas le bon moment ! Mais alors, c'est quand le bon moment ?* Cela n'est pas propre au Moyen-Orient : aux États-Unis, au Royaume-Uni, partout dans le monde, les femmes se battent aussi pour leurs droits.

Pensez-vous que d'autres jeunes pourraient s'inspirer de ce modèle populaire et non violent pour amener le changement dans d'autres pays ?

Nous avons déjà assisté à des mouvements de jeunes similaires, non seulement dans la région, mais aussi ailleurs. Il y a eu de grosses manifestations à Londres le 26 mars dernier. Elles reprenaient des banderoles et des slogans comparables à ceux des Égyptiens. Le monde arabe est toujours stéréotypé comme une région rétrograde et violente, un foyer du terrorisme. Cette fois-ci, le monde arabe donne l'exemple d'une démocratie instaurée par le bas et de changements provoqués par un mouvement populaire et pacifique. ■

* À ce sujet, lire notre article « Maintenant ou jamais » sur les manifestations des Italiennes du 13 février dernier, dans le numéro avril-juin 2011, « Femmes à la conquête de nouveaux espaces de liberté ».

Le printemps des indignés

Depuis le 15 mai, l'Espagne vit dans un climat de manifestations et de protestations qui a surpris une bonne part de l'opinion publique mondiale. Devant ce « **Movimiento 15-M** » – ou plus simplement ces « *indignés* » – on reste perplexe : que peuvent-ils bien vouloir ? L'Espagne n'est-elle pas un pays avancé et démocratique, sans commune mesure avec la Tunisie ou l'Égypte ? À bien y regarder, pourtant, on s'aperçoit que nombre d'Espagnols pensent qu'ils ne parviennent pas à faire entendre leur voix et que le système établi leur refuse tout simplement un avenir. C'est pour cet avenir que les jeunes ont décidé de se battre.

ALFREDO TRUJILLO FERNANDEZ

La protestation a éclaté spontanément. « Personne n'a rien vu venir », reconnaît Cristóbal Ramírez, journaliste madrilène de 27 ans, né à Cadix. Tout a commencé le 15 mai, par une manifestation organisée à Madrid à l'appel des collectifs *Democracia Real Ya* (La vraie démocratie maintenant) et *Jovenes Sin Futuro* (Jeunes sans avenir). Ensuite, on a installé des tentes, et elles ont fleuri à travers tout le pays. Au fil des jours, les manifestants, qui se sont fait appeler « les indignés », ont vu leur population, essentiellement juvénile, se gonfler de retraités, de travailleurs de tout poil, de ménagères, de papis traînant leurs petits-fils et de familles chargées de bambins.

Cette indignation est, à l'évidence, le pur produit de la grave crise économique qui frappe le pays. L'Espagne affiche un taux de chômage record pour l'Europe occidentale : 20,6 % au premier trimestre de 2011. Chez les jeunes, à 44,3 %, il atteint des sommets. En 2007, avant la crise, le pays ne comptait que 8,3 % de chômeurs.

Il y avait pourtant eu, durant les années de prospérité économique,

« Printemps », collage et gouaches, 2011. Cette œuvre de Slobodan K. Bijeljac, peintre français originaire de Bosnie-Herzégovine, a été créée spécialement pour ce numéro du *Courrier de l'UNESCO*.

Visitez son site : <http://bijeljac2.free.fr/>



quelques signes avant-coureurs d'un grippage de la machine. En août 2005, dans une lettre au directeur publiée par le quotidien *El País*, une jeune Barcelonaise avait lancé le mot « milleuriste ». Il dépeignait le jeune Espagnol, bardé de diplômes, polyglotte, généralement titulaire d'un mastère, et gagnant péniblement les mille euros mensuels – le stigmate de toute une génération qui, plus formée que jamais, se sentait pourtant maltraitée par le marché du travail et ignorée du système.

En politique, avant et après la crise de 2008, ces dernières années ont été émaillées de cas de corruption impliquant des représentants des partis majoritaires. Mais rares sont ceux qui ont fini par répondre devant la justice. On ne s'étonnera donc pas que, dans une enquête réalisée en 2009 par le Centre de recherches sociologiques (CIS), six Espagnols sur dix aient estimé que la corruption politique était assez ou très fréquente au niveau tant fédéral que local. Et que dans la même étude, la majorité de la population ait avoué son manque de confiance dans la classe politique et dans le système.

Crise économique, corruption politique, perte de confiance dans le système démocratique : tels sont donc les principaux ingrédients du cocktail qui a conduit dans la rue des dizaines de milliers d'*indignados* à travers le pays.

Enfin, mon pays se réveille

Le 15 mai, Miriam Blanco, une trentenaire madrilène, apprend que la première protestation se tient à la Puerta del Sol. « Enfin », pense-t-elle, « mon pays se réveille ! ». Multi-diplômée, maîtrisant plus de quatre langues, Miriam siège depuis les premiers jours dans les comités qui se sont créés. « Ils nous ont dit : c'est vous l'avenir. Mais nous ne sommes ni l'avenir, ni le présent », s'anime-t-elle en tentant d'exposer les raisons de l'indignation. « Nous n'avons plus peur, nous n'avons plus rien à perdre, puisque nous n'avons pas d'avenir, et nos enfants non plus », ajoute-t-elle.

« Les gens sont à bout », note Cristóbal, qui, ces dernières semaines, s'est plusieurs fois joint aux rassemblements d'indignés de la Puerta del Sol. « Nous voulons un changement de système dans lequel le pouvoir procède des citoyens, une démocratie

réelle, plus participative », conclut ce journaliste free-lance. Olivia Waters, une anglaise de 27 ans qui vit depuis cinq ans dans la capitale et arpente chaque jour la forêt de tentes et de bâches qui a poussé en son cœur, renchérit : « Je suis choquée de voir à quel point les citoyens de ce pays sont dans l'impossibilité de se faire entendre. Pour moi, ils veulent tout simplement être écoutés, considérés... »

Vitor Peiteado, politologue de 32 ans originaire de La Corogne, voit dans ce déferlement de colère « une réaction d'indignation devant une crise dont les travailleurs ne sont aucunement responsables, alors que ce sont eux qui, bizarrement, en payent les conséquences ». Vitor, qui, comme des centaines d'autres jeunes Espagnols ces deux dernières années, a dû partir à l'étranger à la recherche d'opportunités et d'un salaire que ne lui offre pas son pays, se réjouit de ce qui se passe : « Pour la première fois, les gens se disent que le problème est à chercher dans le système lui-même, et que cette démocratie où l'on ne vous convoque aux urnes que tous les quatre ans, autant que le système économique en place, ne marche pas. »

C'est la première fois, en quasiment un demi-siècle, qu'un mouvement aussi massif met en doute la légitimité de la démocratie libérale fondée sur la partitocratie.

Miriam souligne elle aussi qu'il s'agit surtout d'obtenir « une meilleure participation des citoyens, qui pourrait être encouragée grâce aux nouvelles technologies ». Partout, dans les assemblées et les débats qui s'organisent, on répète aussi que les responsables politiques doivent représenter les intérêts des citoyens, non ceux des banques et des grandes entreprises. Le mouvement a d'ailleurs mis son point d'honneur à tenir les partis et les syndicats traditionnels en marge de la protestation, renforçant son caractère populaire, citoyen et, en un sens, « anti-système ».

L'avenir nous le dira

Mais ni les objectifs du mouvement, ni les moyens de les atteindre, ne sont formulés clairement. Pour Miriam, c'est



© UNESCO/Ania Freindorf

Alfredo Trujillo Fernandez, journaliste espagnol de 31 ans, travaille actuellement dans l'équipe rédactionnelle du web de l'UNESCO.

que le processus en est encore au stade embryonnaire. « La question des moyens est en gestation. On est dans la phase de prise de conscience qu'il faut changer les choses, la phase de réflexion. En parlant, en débattant, on arrivera à ce qu'il faut faire », explique la jeune femme. Cristóbal pense qu'il s'agit de changer un système qui, actuellement, « ne s'attaque pas aux difficultés des plus modestes ». Vitor reconnaît que beaucoup d'idées sont encore « très générales » et que les exigences restent « vagues ». Mais, ajoute-t-il, « c'est la première fois, en quasiment un demi-siècle, qu'un mouvement aussi massif met en doute la légitimité de la démocratie libérale fondée sur la partitocratie ». Olivia pense que l'absence de définition et de clarté est le reflet de la crise elle-même et de l'énormité du problème auquel est confrontée l'Espagne, et, conclut-elle : « Il y a tellement de problèmes à résoudre qu'on ne sait pas par où commencer ».

Il est possible, en un sens, que ce manque de définition soit l'ébauche d'un mouvement porteur d'objectifs clairs et d'une feuille de route nettement tracée. Et, qui sait, d'un exemple à suivre pour d'autres indignés, dans d'autres pays européens mis à genoux par la crise et avec la même vigueur démocratique que l'Espagne. Mais si l'élan des premières semaines s'estompe, le *Movimiento 15-M* pourrait se diluer dans les sables de l'histoire, et aller grossir le catalogue d'anecdotes de ce printemps d'espérance et d'indignation de 2011. ■

Il était une fois la jeunesse...

Un an après Mai 68, *Le Courrier de l'UNESCO* avait consacré un numéro à la « Jeunesse 1969 »*, à cette « jeunesse en colère », à cette « génération du refus et de l'enthousiasme », au « malaise de la jeunesse dans différentes parties du monde ». Par bien des aspects, « les déchainements soudains de la jeunesse contestataire » de 1968 ressemblent à ceux du « printemps arabe » de 2011. Ces quelques extraits de l'article « Aux prises avec la société » nous en convaincront.

« Le besoin d'absolu de la jeunesse s'accommode moins que jamais des injustices et du désordre du monde. »

René Maheu,

Directeur général de l'UNESCO

« Le conflit le plus fondamental qu'engendre l'avènement de la jeunesse au rang de collectivité constituée et distincte, tient apparemment à la volonté qu'ont les jeunes d'obtenir, dans la société, la situation et la considération auxquelles ils estiment avoir droit. »

« La jeunesse, que les moyens modernes de communication mettent à même de connaître les différentes cultures sans considération de frontières, semble s'être constitué, à l'échelle mondiale, une sorte de culture internationale, spécifiquement jeune. »

* Ce numéro est disponible dans nos archives : www.unesco.org/courier



Photo © Snark International - Grazia Neri

**« Nous avons demandé à être entendus – Vous avez refusé
Nous avons demandé la justice – Vous l'avez appelée anarchie
Nous avons demandé la liberté – Vous l'avez appelée licence. »**

(voir page 15)

© UNESCO

➤ Quatrième de couverture du Courrier de l'UNESCO « Jeunesse 1969 », paru en avril de la même année.

« Ils souhaitent des rapports humains plus francs, plus libres, plus fraternels que ceux que nous leur offrons. Ils craignent que l'ordre national et international dans lequel on les pousse à entrer ne comporte de graves injustices dont ils n'entendent pas se faire les complices. »

« Les jeunes, en rébellion plus ou moins déclarée, ont manifesté leur réprobation de la ségrégation raciale [...]. Ils se sont insurgés contre le conformisme social, ont dénoncé les mythes de la production pour la production, de la consommation pour la consommation. »

La jeunesse tchèque a son mot à dire

MATHIEU PONNARD

« Kecejme do toho ! » (Mêlons-nous en !) est un projet initié par trois jeunes Tchèques. Leur but : donner à leurs concitoyens de 16 à 26 ans l'opportunité d'exprimer un point de vue sur des questions qui les concernent directement. Un laboratoire d'idées et une réelle avancée démocratique pour la jeunesse tchèque.

Ils s'appellent Jan, Jana et Jirka. Âgés d'une vingtaine d'années, ils ont tous été actifs par le passé au sein d'ONG tchèques liées à la jeunesse. Ils pouvaient alors faire entendre leurs voix sur différents sujets, que ce soit à l'intérieur même de leur organisation, dans leur ville ou pourquoi pas au niveau européen. Avant de se rendre à l'évidence... Il leur était pratiquement impossible de se manifester au niveau national ! « On a donc décidé de faire changer les choses », explique Jan Husak, 23 ans, étudiant en Affaires européennes à Brno, la deuxième ville du pays, et coordinateur d'un projet né en 2010. « Jusque-là, seuls les membres actifs d'une institution comme le Parlement national des enfants et de la jeunesse – donc des jeunes déjà impliqués dans la vie démocratique – pouvaient donner leur avis », ajoute-t-il. Laissant tous les autres jeunes au bord de la route...

Certes, la jeunesse tchèque n'affronte pas les mêmes problèmes que celle d'un pays comme l'Ouganda, mais elle n'est pas pour autant à l'abri de la discrimination. « Il y a eu quelques mauvaises expériences... », témoigne Jan. « Des jeunes ont fait circuler une pétition et ont manifesté contre une décision qui les

regardait directement, à savoir l'instauration d'un nouveau baccalauréat national. Or, alors que la participation des jeunes est l'une des priorités de la politique de la jeunesse en République tchèque, la classe politique n'a même pas pris la peine d'accepter de recevoir cette pétition ! Pour paraphraser Shakespeare, je me suis dit qu'il y avait quelque chose de pourri, non pas dans le royaume du Danemark, mais en République tchèque ! » Cet événement signera l'acte de naissance de « Mêlons-nous en ! », ses créateurs souhaitant montrer que la classe politique peut et doit accepter l'opinion des jeunes gens au niveau national, de manière courtoise, et en total accord avec les principes démocratiques.

Depuis, les jeunes Tchèques ont été sollicités à de nombreuses reprises pour donner leur avis sur des thématiques en rapport avec leur âge, leurs problèmes et leurs attentes : financement des études supérieures, droit de vote à 16 ans, lutte contre le bizutage et le racket à l'école, légalisation du cannabis, éducation sexuelle, travail des jeunes... jusqu'aux controversées « boîtes à bébé ». Disséminées depuis 2005 sur tout le territoire tchèque par la fondation d'aide à l'enfance Statim, ces dernières permettent

aux mères en difficulté d'abandonner un nouveau-né en toute sécurité et loin des regards indiscrets.

Facebook, Twitter et plus généralement internet, comme partout ailleurs, sont les canaux de mobilisation et d'expression de ces jeunes, étudiants, chômeurs ou salariés.

Comment ça marche ?

Concrètement, les jeunes votent dans un premier temps pour une thématique, via internet et les réseaux sociaux. « Mêlons-nous en ! » va ensuite analyser les arguments des « pour » et des « contre » et rassembler des informations qui serviront de point de départ aux discussions ultérieures dans le cadre d'ateliers publics organisés un peu partout dans le pays.

À ce deuxième stade, les organisateurs se contentent de faciliter la discussion pour aboutir à la mise au point d'une position commune. Grâce à « Mêlons-nous en ! », de jeunes volontaires sont aussi invités à prendre eux-mêmes en charge l'organisation de ces ateliers ou groupes de discussion, que ce soit dans leur salle de classe, dans leur club de jeunes ou tout simplement dans un café.





© www.youthweek.eu

☞ Affiche de la Semaine européenne de la jeunesse, qui s'est tenue du 15 au 21 mai 2011.

compromis. » Jan est catégorique. « Personnellement, je vois aussi notre organisation comme une très bonne école de la démocratie, avec la recherche d'un compromis et son cheminement ultérieur. Mais nous n'en sommes encore qu'au stade de l'expérience ! Mon engagement à l'origine reposait sur une théorie qui pour moi faisait sens... Et je voulais voir si elle fonctionnait aussi dans la réalité. L'important est de prouver que notre pays est une démocratie, et que si on se bouge, on peut obtenir des résultats, éduquer, et montrer, preuves à l'appui, que cela marche, qu'on peut élever le niveau de participation des jeunes au débat national. »

Laboratoire de démocratie

« Mèlons-nous en ! » est une association indépendante qui ne reçoit aucun don de sponsors privés ou politiques. Elle dépend d'une plate-forme d'ONG dédiées à la jeunesse, le Conseil tchèque des enfants et de la jeunesse. L'organisation a reçu la promesse du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports que les résultats des conférences finales seraient analysés par les services du ministère comme un rapport interne sur l'opinion des jeunes. « C'est exactement ce que nous voulons », s'enthousiasme Jan, « que les jeunes usant de principes démocratiques soient entendus et que leur opinion soit prise en compte, au même titre que les autres points de vue, par le système politique officiel. »

Laboratoire d'essais, le « Mèlons-nous en ! » tchèque est soutenu par le programme européen « Jeunesse en action » et par la représentation de la Commission européenne en République tchèque. Une dimension européenne que ne renie pas son coordinateur : « Nous sommes aussi partie prenante du projet de "Dialogue structuré avec la jeunesse de l'Union européenne" qui s'étend sur 18 mois et trois présidences (Espagne, Belgique et Hongrie) avec pour thème l'emploi des jeunes. Nous avons organisé un débat sur le sujet et préparé avec le ministère un rapport destiné à l'UE. Et nous avons eu l'immense joie de voir la plupart de nos conclusions s'intégrer dans le processus européen. Elles sont aussi discutées par la Commission et le Parlement européens, par le Conseil

La troisième étape consiste en un débat public auquel sont conviés les jeunes intéressés, les hommes et femmes politiques concernés par la question, mais aussi un chef d'établissement du secondaire. Après discussion avec ces experts, les jeunes sont à même de finaliser la position commune, qui est ensuite soumise au vote sur internet.

« L'important est de prouver que notre pays est une démocratie, et que si on se bouge, on peut obtenir des résultats... »

Enfin, dernière phase, les résultats du vote sont présentés aux médias, à la classe politique et aux spécialistes dans le cadre d'une conférence finale où les jeunes ont une nouvelle fois l'occasion d'interpeller les preneurs de décision. Les résultats sont également transmis au gouvernement, aux députés et aux sénateurs.

« Sur bien des sujets, ma position personnelle diffère peu de la position commune élaborée au final, qui est souvent d'une portée assez générale. J'aimerais parfois la modifier un peu dans telle ou telle direction... Mais cela ne serait pas démocratique. Le compromis, c'est le



© Czech Council of Children and Youth

☞ Jan Husak, 23 ans, fondateur de « Mèlons-nous en ! ».

économique et social des Nations Unies (ECOSOC)... C'est extrêmement satisfaisant ! »

Pour l'instant, « Mèlons-nous en ! » reste unique, dans un pays où la jeunesse a toujours su s'opposer au pouvoir en place ou faire bouger les choses. L'organisation n'a pour l'heure noué des relations qu'avec des partenaires slovaques, afin d'avoir des points de comparaison dans un pays voisin. Mais cette initiative originale, car s'adressant à l'ensemble des jeunes d'un pays, mériterait de voir son modèle copié partout ailleurs. Pour que la jeunesse d'une nation puisse avoir son mot à dire sur les affaires la concernant. ■

Mathieu Ponnard, 34 ans, est un journaliste français résidant à Prague.



© DR

C'est en 2008 que la jeune Sud-Africaine Barbara Mallinson a donné naissance à Obami, devenu entre-temps un super copain de classe des écoliers de son pays. Ni Blanc, ni Noir, Obami est virtuel et il veut contribuer à une meilleure qualité de l'éducation pour assurer une meilleure qualité de vie. Sa conceptrice raconte son histoire.

BARBARA MALLINSON

J'ai grandi dans une banlieue aisée de Johannesburg, où j'ai eu le privilège d'étudier dans une école privée. D'être une élève blanche dans un établissement privé m'a certainement protégée des déchirements qu'a vécus l'Afrique du Sud vers la fin de l'apartheid, mais je chéris autant que l'ensemble de mes concitoyens certains moments, comme la libération de Mandela, son accession à la présidence ou la Coupe du monde 2010, qui ont forgé notre jeune démocratie et notre esprit national depuis lors.

Je rêvais depuis toujours de fonder ma propre entreprise, mais ce n'est que lorsque j'eus terminé ma licence de marketing à l'université du Cap et passé cinq ans à Londres dans le monde de l'entreprise qu'Obami a vu le jour. À l'époque, en 2007, ce n'était encore qu'un réseau social ouvert et généraliste, mais quand Facebook a débordé les milieux universitaires, j'ai décidé de viser les écoles, primaires et secondaires.

Obami est aujourd'hui un réseau social pédagogique offrant aux enseignants, aux élèves et aux parents une plateforme de communication et d'apprentissage. Il combine des outils de mise en réseau, comme ceux de Facebook, et des fonctionnalités d'apprentissage aussi étendues que celles de Moodle [la plateforme

d'apprentissage en ligne sous licence libre], tout cela dans un environnement sécurisé, car il s'adresse en grande partie aux enfants.

J'ai élaboré la plateforme à Londres, mais lors d'un retour au pays en 2008, j'ai décidé de la rapatrier en Afrique du Sud, me disant que si Obami fonctionnait en Afrique, il pourrait, théoriquement, marcher partout ailleurs. Et surtout, qu'il aurait un énorme impact social là où le besoin s'en faisait le plus sentir.

Ce merveilleux pays qu'est l'Afrique du Sud, issu du brassage remarquable de riches cultures, reste en butte à des difficultés sociopolitiques, alors que 17

ans ont passé depuis l'avènement de la démocratie. VIH/sida, criminalité, infrastructures insuffisantes et mauvaise gestion expliquent, entre autres, que l'Afrique du Sud reste à la traîne en matière éducative : en 2010, 23,5 % seulement des diplômés du secondaire ont accédé aux études supérieures, selon un communiqué officiel de janvier 2011. À 0,68, le coefficient de Gini de l'Afrique du Sud est l'un des plus élevés du monde, [chiffre publié le 25 février 2011 par l'agence Bloomberg]. Quand on sait que ce coefficient peut varier de 0 à 1, et que le zéro signifie l'égalité parfaite des revenus, on comprend qu'il constitue un signe alarmant des



© UNESCO/Darryl Evans

Obami!

mon ami

📍 Une fille fait ses devoirs devant sa maison, dans un bidonville, en Afrique du Sud.

profondes inégalités du pays. La main d'œuvre non qualifiée abonde, tandis qu'on souffre d'une pénurie de personnels qualifiés – notamment dans les secteurs de la médecine, de l'ingénierie, des technologies de l'information, de la finance et des techniques – du fait de la faiblesse de l'enseignement des sciences et des mathématiques. Une situation encore amplifiée par la fuite des cerveaux sud-africains, phénomène endémique qui a décimé nos professions libérales ces 20 dernières années.

Obami : mode d'emploi

C'est un problème préoccupant, que l'on ne résoudra qu'en s'attaquant à la racine du mal. Mon souhait, depuis toujours, est de mettre Obami au service du progrès social, en commençant par poser de solides fondations éducatives.

Obami apporte donc un soutien dans trois domaines clés de l'éducation : accès aux ressources, pratiques d'enseignement et d'apprentissage et évaluation des performances. Les enseignants ont la possibilité de créer, de partager et de se procurer des ressources éducatives utilisant les applications multimédias, tandis que les interfaces enrichies (comme les technologies Ajax) de la nouvelle génération du web, le web 2.0, facilitent l'interaction et la collaboration entre tous les acteurs, enseignants, élèves et parents, sur le modèle des blogs et des médias sociaux. Le système comprend aussi une application permettant une évaluation constante de la performance de l'élève.

J'ai fait des efforts considérables pour que les écoles accèdent gratuitement à Obami. Pourquoi ? Eh bien, pour que chaque élève, quelle que soit la situation financière de sa famille, ait droit, grâce au réseau, à une éducation de qualité. Les coûts sont actuellement couverts par des fonds privés, et j'ai eu la chance de bénéficier d'un soutien précieux : un hébergement gratuit offert par Internet Solutions, le plus gros fournisseur d'accès internet d'Afrique du Sud. Je collabore aussi avec des ONG spécialisées dans le scolaire : Edunova, qui fournit aux communautés défavorisées une formation aux

technologies de l'information et de la communication (TIC), et Siyavula, qui crée des ressources éducatives de grande qualité.

Défis à relever

Mais je suis également consciente des défis à venir. Outre les sacrifices personnels auxquels mon mari (qui travaille maintenant à mes côtés) et moi-même avons dû consentir pour gérer notre entreprise, Obami est dépendant de facteurs externes. Le marché qui devrait le plus profiter d'Obami souffre d'un manque d'infrastructures et d'accessibilité à internet : selon le Département sud-africain des statistiques de l'éducation de base, 23 % seulement des 25 000 écoles publiques sud-africaines disposaient d'une salle informatique en 2009, et moins de 20 % d'entre elles seraient actuellement connectées.

Par comparaison, la quasi-totalité des 2 000 établissements privés du pays sont équipés et connectés depuis leur création. C'est pourquoi j'ai d'abord orienté notre offre vers le secteur privé. Ma stratégie : m'emparer de ce marché d'écoles peu nombreuses mais bien reliées à internet, sur place et à l'étranger, pour tirer partie de leurs avantages concurrentiels (enseignants qualifiés, excellentes ressources pédagogiques) et en faire profiter l'ensemble de la communauté. Déjà, via la plateforme, des écoles moins bien loties ont pu rapidement accéder à des ressources éducatives de qualité créées par d'autres.

Mais même en pariant sur ces écoles connectées, Obami s'est heurté à des difficultés. La révolution du web 2.0 n'a pas encore gagné les écoles, contrairement aux communautés sociales et aux réseaux d'affaires et de niche. C'est peut-être pour des raisons de sécurité : les autorités scolaires ont le devoir de garder farouchement les portes de ce territoire encore inconnu. Il m'a fallu du temps pour les convaincre de la valeur sociale d'apprentissage d'Obami et de notre détermination à garantir un espace sécurisé. Maintenant que le produit a fait ses preuves, avec une quarantaine d'établissements inscrits, les choses sont plus faciles.

En matière de connectivité, notre continent progresse. SEACOM, Main One, EASSy et WACS, les systèmes de câbles sous-marins reliant l'Afrique aux

autoroutes numériques, devraient permettre un essor exponentiel de la connectivité africaine et réduire les coûts d'accès. Actuellement, on accède surtout à internet via la téléphonie mobile, et cela va perdurer, car c'est un marché gigantesque et en plein développement. Pour ce qui est des écoles, la baisse des coûts du matériel (grâce au progrès des services informatiques dématérialisés) offrira une réelle occasion de créer des salles de technologie et de réduire la fracture numérique (et éducative).

En 2011, Obami s'est vu classé parmi les 10 technologies les plus prometteuses par la société française Netexplorateur, en partenariat avec l'UNESCO, Air France, Deloitte, Orange et plusieurs autres, alors qu'en 2010, j'avais eu le bonheur de figurer au palmarès des « 200 jeunes qu'il faut inviter à déjeuner » du quotidien sud-africain *Mail & Guardian*. C'est toujours un honneur que de voir Obami reconnu, même s'il a encore bien du chemin devant lui. Chaque étape franchie par Obami ne peut que l'aider à continuer d'améliorer la qualité scolaire et à relier d'autres écoles du continent africain avec le reste du monde. ■

📍 Barbara Mallinson, âgée aujourd'hui de 30 ans, a conçu Obami, réseau social au service des écoles sud-africaines.

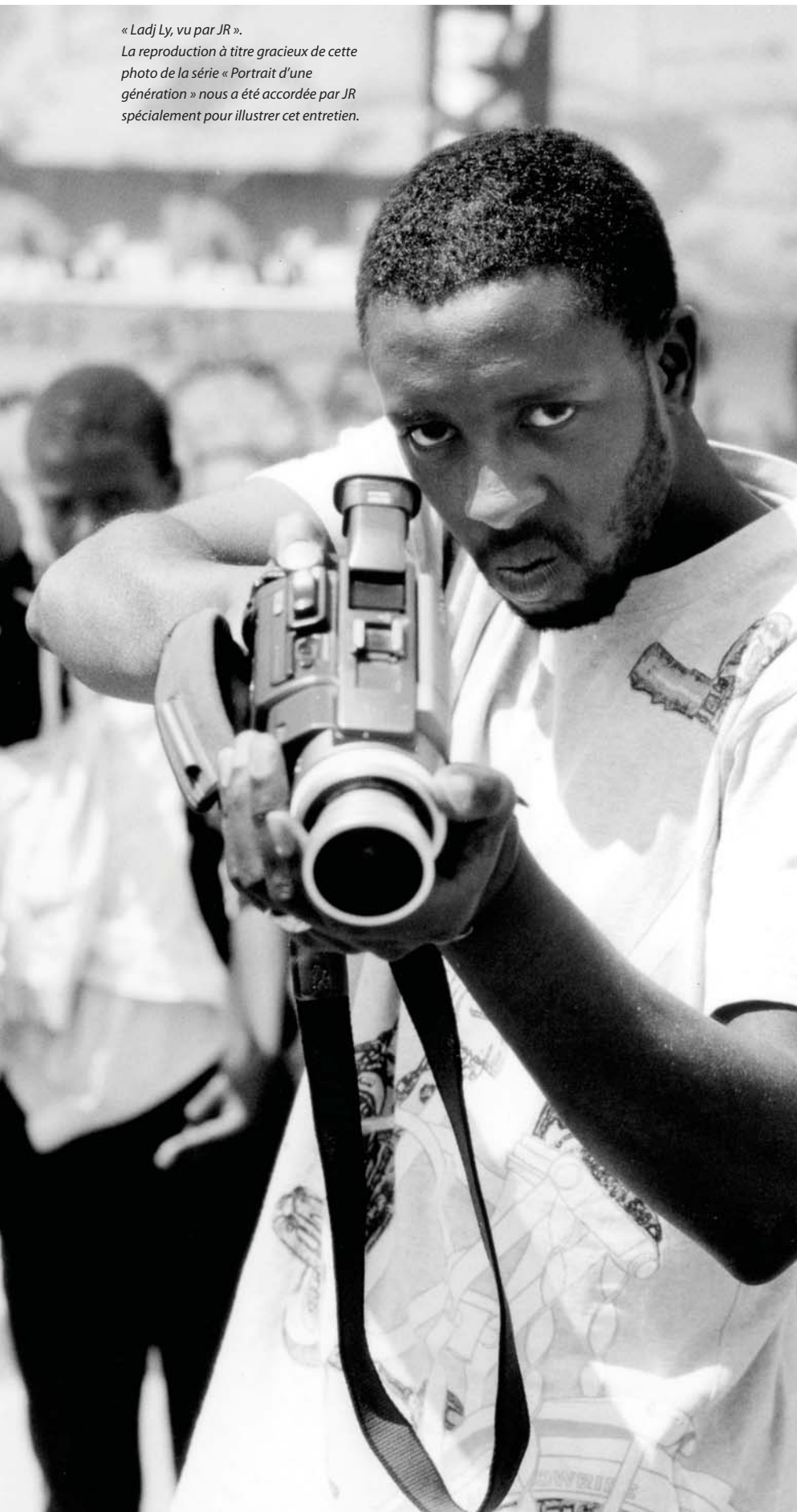


© DR

Les armes

« Ladj Ly, vu par JR ».

La reproduction à titre gracieux de cette photo de la série « Portrait d'une génération » nous a été accordée par JR spécialement pour illustrer cet entretien.



SERGE AMISI répond aux questions de Selen Demir

Nous sommes en 1997. Un petit garçon travaille dans les champs avec ses frères. Des hommes armés assaillent les lieux. Ses frères aînés courent plus vite que lui. Il est enlevé. On lui enfle un uniforme, on lui fait fumer du chanvre, on lui donne une arme, on lui ordonne de tirer. Il le fait, comme on joue à la guerre... Son nom est Serge Amisi, il a aujourd'hui environ 25 ans, il ne connaît pas l'année exacte de sa naissance. Démobilisé à la mort de Laurent-Désiré Kabila, en 2001, Serge est déboussolé. La réinsertion dans la vie civile s'annonce difficile, mais le hasard fait qu'il se découvre une vocation d'artiste. Elle lui permet de recouvrer sa liberté intérieure. Il commence une nouvelle vie. Aujourd'hui Serge entend aider ces 200 à 300 mille enfants soldats à travers le monde à en faire autant. Il danse avec ses marionnettes, il fait de la sculpture, il écrit : pour lui, pour eux, pour nous tous.

Vous n'aviez pas 10 ans quand vous avez été enlevé et forcé de combattre auprès des soldats de Laurent-Désiré Kabila. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur cette période ?

La vision que j'ai de la guerre aujourd'hui n'a rien à voir avec celle que j'avais à l'époque. Quand j'ai été enlevé, j'avais peur. On nous a éloignés de notre famille et j'ai vite compris qu'on ne nous laisserait pas revoir nos proches. On était des enfants qui allaient devoir donner leur vie pour la nation. J'ai pris le rythme de l'armée et je me suis habitué à mon entourage.

On ne connaissait rien à la politique. On nous a simplement appris à faire la guerre et à obéir aux ordres. On était devenus des militaires. On se considérait

miraculeuses

de Serge Amisi

entre nous comme des membres de la même famille et on s'amusait beaucoup.

Vous vous amusez ! Vous n'aviez pas peur de la mort ?

On savait qu'on pouvait mourir, mais parfois, on croyait que la mort, c'était pour les gens qui meurent, pas pour nous. On fumait des joints et on se prenait pour les acteurs d'un film avec Schwarzenegger, comme si la mort n'était pas réelle. On était les stars de l'armée parce que les enfants-soldats amusaient beaucoup les adultes.

Mais ce qui nous manquait, c'était de jouer. On me donnait mon salaire, mais à quoi pouvait-il bien me servir sinon à acheter des petits soldats pour jouer. Et quand la guerre revenait, je remettais ma tenue et me préparais à jouer à la guerre pour de vrai.

J'ai appris à vivre sans peur ni humilité. Aujourd'hui, je ne saurais pas vivre comme ça. Quand je me revois dans l'armée, je me vois d'un œil extérieur. Je ne reconnais pas cet enfant-là, car je suis différent aujourd'hui.

Aviez-vous des rêves, ou vous empêchiez-vous même d'y penser ?

On n'avait pas le temps de penser. On ne pensait pas à l'avenir. On n'imaginait même pas de grandir un jour. On était là pour la guerre, toujours pour la guerre.

Que ressentez-vous vis-à-vis des soldats qui vous ont forcé à combattre et continuent de le faire avec d'autres enfants aujourd'hui ?

À l'époque, on pensait aider la nation et on était fans du président Kabila, il était comme un père pour nous et on l'admirait beaucoup. On n'en voulait pas forcément à ces soldats qui nous avaient donné un pouvoir que d'habitude des enfants n'ont pas face aux adultes. On cherchait toujours à savoir qui d'entre nous était le plus fort. Le monde civil était un monde inconnu pour nous. On avait le pouvoir, pourquoi le lâcher ?

Aujourd'hui, je ne connais pas assez la politique pour juger des causes de la guerre et je ne sais pas pour quelles raisons ces soldats m'avaient enlevé. Mais je sais que quand on aime son pays, on doit préserver ses enfants. Qui relèvera le pays de la guerre si les enfants passent leur temps à l'armée ? Je ne suis pas en colère, mais je ne suis pas non plus en accord avec ces soldats. Je ressens surtout de la pitié pour eux. Ils ne savent pas ce qu'ils font.

Vous êtes conscient aujourd'hui de la manipulation dont vous avez été l'objet. Vous sentez-vous détaché du formatage militaire ?

J'ai eu du mal à me réinsérer dans la vie civile. En 2001, j'ai été démobilisé, j'étais redevenu un civil, mais ma pensée restait militaire. C'est grâce à l'Espace Masolo [Centre de ressources de solidarité

artistique et artisanale, créé en 2003 à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, par les artistes congolais Malvine Velo, Hubert Mahela et Lamber Mousseka] que j'ai appris à mieux me comporter avec les autres. J'y ai découvert l'art, j'y ai retrouvé ma liberté et mon indépendance.

Pendant la guerre, vous étiez un animateur musical apprécié de vos camarades. Chanter vous aidait-il à supporter la situation ?

Oui, j'aimais chanter et faire rire. Avant l'armée, mes grands frères me chantaient des chansons et me racontaient des histoires. Dans l'armée, certains soldats avaient des enfants qui leur manquaient. Ils m'appelaient pour que je leur remonte le moral. Ma petite voix et ma taille d'enfant les faisaient rire. J'étais une sorte de petite vedette à moi tout seul, ce qui

« On dit de nous que nous sommes des enfants de la guerre, des enfants-soldats, des kadogos, mais nous étions des enfants dans la guerre. Je n'ai pas voulu être dans la guerre, on m'a obligé à tenir l'arme, et je n'ai plus eu de parents, je n'ai plus eu de famille, je n'ai eu plus rien d'autre que l'armée, que mon arme, mon arme qu'on m'a dit c'est mon père et ma mère. »

Serge Amisi, *Souvenez-vous de moi, l'enfant de demain*, Vents d'ailleurs, 2011.

📍 Scène du spectacle Congo My Body, donné à Paris (France), au Parc de la Villette, en 2010.



m'a valu la jalousie des autres enfants-soldats. J'adorais jouer la comédie et je pouvais m'imaginer en artiste.

Quelles formes d'art pratiquez-vous actuellement ?

Je suis danseur, marionnettiste et sculpteur. J'ai en tête un projet en solo où je combine ces trois arts. Sinon, je donne un spectacle [*Congo My Body*] avec mon ami Yaoundé Mulamba que je connais d'avant l'armée et qui a été enfant-soldat avec moi. Ces dernières années, nous nous sommes produits à différents endroits en Europe et en RDC. L'art ne me suffit pas encore pour gagner ma vie, mais j'espère trouver un atelier pour y travailler. J'ai aussi d'autres projets simplement en tant qu'artiste, non en tant qu'ancien enfant-soldat, et je suis en contact avec des associations en lien avec la jeunesse au Mozambique et en Allemagne.

Comment avez-vous assumé le regard des autres lorsque vous avez commencé à vous exprimer à travers l'art ? Aviez-vous peur ?

J'avais peur de choquer et de ne pas assumer. J'ai même eu peur d'être menacé, jugé. En venant en France, fin 2008, j'ai été tout d'un coup choqué par mon propre passé et j'ai commencé à beaucoup y réfléchir. J'ai eu l'impression de tout revivre en *live* dans ma tête. Aujourd'hui je suis tranquille et j'évite de trop y penser pour pouvoir avancer. Si j'avais pu, je ne serais pas allé faire la guerre. J'essaie de me déculpabiliser en me disant que ce n'était pas de ma faute, que j'étais forcé par des adultes, sous l'emprise de la drogue. J'ai réussi à me détacher de tout ça grâce à certaines personnes qui m'ont beaucoup soutenu. Un jour, on m'a donné des cahiers d'écolier, et j'ai commencé à écrire le récit de ma vie, simplement pour moi.

En mars dernier vous avez publié en France, aux éditions Vents d'ailleurs, le livre *Souvenez-vous de moi, l'enfant de demain*. Quel message voulez-vous transmettre aux jeunes d'aujourd'hui ?

Si j'ai publié ce livre [à partir de son récit écrit en lingala dans ses cahiers entre 2004 et 2008], c'est pour laisser une trace de ce qui s'est passé et aussi montrer aux jeunes ce que moi, enfant, j'ai vécu et que d'autres ont vécu ou sont encore en train de vivre ailleurs. Cela peut porter conseil. ■



© UNESCO/Danica Bijeljic

En avril 2011, dans les locaux du *Courrier de l'UNESCO*, Serge Amisi s'entretient avec Selen Demir, 18 ans, étudiante franco-turque à l'Université Paris IV (France), qui réalise ici sa première interview pour un média grand public.

Pris dans une spirale meurtrière

Quelque 28 millions d'enfants sont privés d'éducation en raison des conflits armés. Or l'impact de ces derniers sur l'éducation est souvent sous-estimé. « Alors que les conflits armés demeurent un obstacle majeur au développement humain dans de nombreuses parties du monde, ses conséquences sur l'éducation sont largement négligées », s'indigne Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO. Ces conflits anéantissent non seulement les écoles et les infrastructures éducatives, mais aussi les espoirs et les ambitions de générations entières.

Le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2011 de l'UNESCO, *La crise cachée : les conflits armés et l'éducation*, souligne toutefois que le problème réside autant dans le conflit lui-même que dans ce qui l'accompagne. Les enfants désertent l'école ou leurs parents leur interdisent de s'y rendre parce qu'à l'intérieur comme à l'extérieur du périmètre scolaire, des menaces pèsent en permanence sur les enseignants et les élèves. Ces derniers sont soumis à la terreur, aux viols, aux enlèvements. Nombre d'enfants enlevés sont transformés en soldats. Pour survivre et garder l'espoir de revoir leurs familles, ils n'ont d'autre choix que d'obéir et de tuer. Les viols sont souvent utilisés comme tactique de guerre et, dans certains pays, les jeunes sont particulièrement ciblés, car ils sont sans défense. « Je revenais du fleuve où j'étais allée chercher de l'eau... », raconte Minova, une adolescente de 15 ans du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo. « Deux soldats se sont approchés de moi et m'ont dit que si je refusais de coucher avec eux, ils me tueraient. Ils m'ont battue, ont déchiré mes vêtements. L'un d'eux m'a violée. [...] Mes parents ont parlé à un commandant et il a dit que ses soldats ne violaient pas, que je mentais. J'ai reconnu les deux soldats et je sais que l'un d'eux s'appelle Édouard. » (*Human Rights Watch*, 2009).

Que les conflits armés minent l'éducation est une évidence. Que les échecs de l'éducation alimentent les conflits l'est moins. Pourtant, un système éducatif qui ne fournit pas aux jeunes les compétences nécessaires pour échapper au chômage et à la misère, ni les outils indispensables à l'apprentissage du « vivre ensemble » et du respect de l'autre, devient une source souterraine de haine et de conflits. ■

Mila Zourleva, 22 ans, étudiante bulgare, stagiaire à la Division de l'information du public de l'UNESCO

Le poète, rappeur et essayiste américain Nate Marshall, 21 ans, déclame sa poésie durant le slam poétique *Louder Than a Bomb*, à Chicago, États-Unis.
© LTab



Quand la poésie résonne plus fort qu'une bombe

Faire communauté là où, pour les générations précédentes, s'affirmait la ségrégation, propulser le génie artistique et la parole des jeunes sous le feu des projecteurs, combler le silence de l'incompréhension... Ce sont quelques-unes des réussites du tournoi poétique au nom retentissant de *Louder Than a Bomb*, qui réunit depuis dix ans les poètes en herbe de Chicago.

NATE MARSHALL

Ce n'est pas vraiment un lieu. On pourrait dire que c'est un événement. Ou pour être plus précis, une communauté. Mais il faudrait peut-être plutôt dire que c'est un esprit. Un esprit qui chaque année, à la fin de l'hiver, hante pendant près de trois semaines une foule toujours plus dense d'enseignants, d'élèves, de poètes et de spectateurs venus de différentes parties du « Chicagoland ». C'est ainsi qu'on pourrait définir *Louder Than a Bomb* (Plus fort qu'une bombe), le festival de poésie des jeunes de Chicago, aux États-Unis.

Louder Than a Bomb (LTab) a démarré en 2001 sous forme d'une compétition poétique opposant huit lycées dans un local que Kevin Coval, l'un des cofondateurs du festival, décrit, au mieux, comme une « cave infestée de

rats ». Quand, à 13 ans, j'ai commencé à concourir, LTab avait pris de l'ampleur, avec 15 équipes concurrentes (la mienne étant la seule représentant un collège). C'était en 2003, mais je me souviens comme si c'était hier du moment où j'ai déboulé au début de cette manifestation d'un week-end, et découvert dans la salle obscure ce tableau qui a changé mon existence : des ados de toutes les couleurs réunis pour célébrer la vie. Leur vie. L'air était plein du fumet des pizzas gratuites et de la sourde pulsation du hip-hop, et j'ai été subjugué par l'énergie qui se dégageait de l'endroit.

Ce qui m'a captivé, surtout, c'est le vaste cercle d'élèves qui allait s'élargissant en fond de salle. En m'approchant d'eux, j'ai vu qu'ils faisaient des vers. Ils ne se contentaient pas de réciter des poèmes par cœur, non, ils composaient spontanément des

raps, des chansons, des poèmes scandés. En observant ce groupe de *freestyle*, j'ai été frappé, au bout de quelques minutes, par le caractère radicalement démocratique de ce cercle. Tous ceux qui le voulaient pouvaient *slamer*. On te jugeait sur ton savoir-faire et rien d'autre.

Mais l'événement phare de LTab reste le slam. Un slam est une sorte d'olympiade poétique où chaque auteur déclame ses poèmes sans musique ou autre support. Par nature, un concours de slam est ridiculement subjectif, et le bruit court à LTab que les meilleurs poètes ne sont pas ceux qui gagnent. Pour beaucoup de personnes extérieures à la communauté, cela peut sembler parfaitement injuste, mais c'est précisément le secret du slam : il n'est en réalité qu'une ruse pour propulser le génie artistique et la parole des jeunes sous le feu des projecteurs.

Poésie contre ségrégation

Ce serait une bonne chose à faire n'importe où dans le monde, mais à Chicago, elle est carrément vitale. Car la ségrégation y est toujours aussi palpable. Dans ce que Martin Luther King qualifia un jour de « ville du nord la plus raciste », il n'est guère de bon ton, encore aujourd'hui, de laisser se côtoyer en un même lieu des personnes d'origines raciales et socioéconomiques différentes. C'est ce qui rend si bizarre la démographie de LTaB : elle bafoue cette tendance monolithique propre à Chicago. LTaB fait un beau travail en amenant chaque année des élèves de tous horizons à se réunir, à s'écouter et à apprendre d'eux-mêmes et des autres.

C'est extraordinaire d'entendre une fille comme Kush Thompson s'enflammer contre les images du corps féminin « style Barbie » colportées par notre société, quand on sait qu'elle débarque d'Orr High School, un établissement à problèmes de West Side. Et c'est encore plus extraordinaire de la voir partager la même scène que des élèves issus des établissements les plus courus et les mieux situés, et que ces derniers puissent s'identifier à ce qu'elle raconte. Une nouvelle culture urbaine se construit à Chicago grâce à cette découverte des sentiments partagés.

La ville a subi plusieurs accès de violence de jeunes ces dernières années, mais LTaB reste un havre de paix au milieu des tempêtes : en 10 ans d'existence, le festival, qui attire les élèves par-delà les frontières invisibles et pourtant bien réelles entre quartiers et territoires de gangs, n'a pas connu un seul incident violent. Si la compétition se durcit, opposant aujourd'hui plus de 70 équipes et 30 poètes individuels, l'esprit de communauté reste intact. Le slam collectif continue d'y dominer, et il n'est pas rare qu'après un round, les équipes concurrentes aillent poursuivre joyeusement leurs échanges au fast-food du coin.

Trainées de poudre

En 2007, cet esprit a fini par parler à deux réalisateurs américains, Greg Jacobs et Jon Siskel. L'année suivante, ils ont suivi trois jeunes et une équipe pendant les préparatifs du tournoi. J'ai eu la chance d'être retenu. Les centaines d'heures de rush ont donné naissance à un documentaire qui plonge dans

© Avec l'aimable autorisation de Siskel/Jacobs Productions



Scène du film *Louder Than a Bomb*.

« Si tu n'es pas là la première semaine de mai, c'est que t'es pas au bon endroit. Parce que *Louder Than a Bomb* est l'endroit le plus cool du monde. »

Adam Gottlieb, concurrent 2005-2008

l'existence de quelques élèves et la manière dont le slam a bouleversé leur existence.

Louder Than a Bomb, le film, a été bien accueilli par la presse, notamment par *Variety Magazine* et *Los Angeles Times*, et il a été remarqué par des critiques comme Roger Ebert [l'un des plus connus aux États-Unis]. Nominé à plusieurs festivals de cinéma aux États-Unis et au Canada, il a été souvent primé, entre autres à Palm Springs, Chicago et Austin. Et il sera diffusé à l'échelle nationale dans le cadre du documentaire du mois sur la chaîne d'Oprah Winfrey à l'automne 2011. Grâce au film, LTaB a même fait des petits : en avril 2011, j'ai été invité à Tulsa avec Kevin Coval pour participer à l'organisation du premier LTaB annuel de cette ville de l'Oklahoma.

Erika Dickerson, lauréate 2009, apprécie le tremplin offert par le festival, qui permet d'« entrer en communauté et en réseau les uns avec les autres, et avec des artistes professionnels ». Quant à Cydney Edwards, monté deux fois sur le podium, il déclare : « *Louder Than a Bomb* a été pour moi l'occasion de m'aligner sur d'autres jeunes venus de toute la ville de Chicago et de me forger un métier ». Ces élèves, qui font

aujourd'hui partie des champions de slam, représentent la faible portion de participants qui poursuivront dans la carrière littéraire. Beaucoup d'autres iront chercher leur métier ailleurs, et ce n'est pas plus mal. *Louder Than a Bomb* fait de l'art, du grand, il le fait grandir d'une manière qu'on ne trouverait pas ailleurs, mais sa première réussite est qu'il fait grandir les jeunes. En leur apprenant à se servir de leurs mots et à écouter ceux des autres, LTaB leur donne les moyens d'analyser et de défier le monde dans lequel ils vivent, avec ses imperfections et ses injustices. Comme le souligne Malcolm London, vainqueur en individuel 2011, ce que fait le festival « ne s'arrête pas à LTaB ». Les élèves slameurs font communauté là où, pour leurs parents, s'affirmait la ségrégation. La symphonie de leurs récits comble le dangereux silence de l'incompréhension.

La force de LTaB, c'est ce sens du récit, de l'imagination, que les élèves utilisent pour dire à un public enthousiaste le monde dans lequel ils vivent, tout en s'emparant des moyens de construire celui de leurs rêves. ■

Nate Marshall, 21 ans, est poète, rappeur et essayiste. Protagoniste du long-métrage documentaire *Louder Than A Bomb* plusieurs fois primé, il a été finaliste du Gwendolyn Brooks Open Mic Award 2010 de la guilde littéraire de Chicago. Publié dans plusieurs anthologies poétiques, il poursuit un master d'études anglaises et afro-américaines à Vanderbilt University (Nashville, États-Unis).

Vue sur la favela Morro Da Providencia, Rio de Janeiro, aux façades recouvertes de photos de JR. Projet Women Are Heroes réalisé en août 2008.

© Avec l'aimable autorisation de JR : jr-art.net



Chacun rêve différemment, mais...

Bien qu'ils viennent de pays différents, qu'ils exercent des métiers différents et parlent des langues différentes, ils ont beaucoup de choses en commun : la jeunesse, l'art, l'envie de tisser des liens entre les cultures. Jusqu'à très récemment, ils ne se connaissaient même pas entre eux : l'UNESCO les a réunis. Ils ont été désignés « Jeunes artistes pour le dialogue interculturel entre les mondes arabe et occidental ». Parmi eux, Betty Shamieh (États-Unis/Territoire palestinien occupé), Merlijn Twaalfhoven (Pays-Bas) et deux représentants du groupe Talent 2008, Ingebjørg Bratland (Norvège) et Majd Shahin (Territoire palestinien occupé) ont répondu à nos questions. Ils partagent avec nos lecteurs leurs convictions, projets et passions.

Entretien réalisé par Iris Julia Bührlé et Khaled Abu Hijleh

Comment un artiste peut-il contribuer à la paix et à la compréhension mutuelle entre les peuples ?

Betty Shamieh : L'artiste éclaire notre humanité tout entière. C'est ce qui est merveilleux dans le théâtre. Il nous montre à quel point nous sommes semblables, non seulement d'un bout à l'autre du monde, mais aussi à travers les générations. Il nous dit à la fois comment et pourquoi il faut vivre en paix ensemble. Qu'une œuvre d'art, et surtout une œuvre théâtrale, composée dans l'antiquité grecque, puisse encore nous parler aujourd'hui, prouve bien qu'il existe une seule et unique nature humaine, à la fois reconnaissable et insaisissable.

Ingebjørg Bratland : Pour moi, la musique est le langage du cœur et lorsqu'on ne parle pas la même langue, on peut toujours communiquer à travers la musique. Le monde semble parfois terriblement violent, alors c'est formidable de pouvoir se rencontrer et faire de la musique ensemble, et donc vivre notre passion. On se met en retrait du monde pour créer cet espace de liberté.

Majd Shahin : La musique est la langue des peuples. Elle est la façon dont on amène d'autres personnes à comprendre ce qu'on est et ce qu'on ressent.

Merlijn Twaalfhoven : Dans mes projets, j'évite généralement d'employer le mot paix, parce qu'il génère trop d'attentes, et aussi des moments de déception, voire de frustration. Mais cela ne m'empêche pas de réfléchir aux conditions de la paix. Pour moi, elle se trouve, entre autres, dans le contact entre les gens. C'est pourquoi je m'efforce d'encourager les contacts et d'inciter à la curiosité. L'art est un excellent moyen d'attiser la curiosité des gens, de ne pas apporter de réponses mais de créer des ouvertures. Lorsqu'il y a une ouverture, lorsque tout n'est pas fixé, les gens acceptent de vous suivre parce qu'ils veulent connaître le fin mot de l'histoire et découvrir la vérité. Et c'est ce qui, je crois, peut conduire à la paix et à la compréhension. Je suis heureux lorsque je quitte un endroit en y laissant une somme d'interrogations.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées au cours de vos projets ? Comment les avez-vous surmontées ?

B.S. : Une première difficulté, lorsqu'on s'attaque à des projets complexes, est d'accepter son incapacité d'expliquer pleinement sa démarche. Les artistes évitent parfois les questions controversées, parce qu'ils pensent qu'ils doivent posséder toutes les réponses ou être à même de s'exprimer de telle façon qu'on ne puisse rien avoir à leur reprocher. Selon moi, un artiste devrait se sentir libre de se tromper de temps à autre.

L'autre problème auquel je me heurte souvent, c'est que les gens croient tout savoir de mes opinions politiques. Je rêve de voir le Moyen-Orient ressembler un jour à l'Union européenne. Évidemment, la plupart des gens me rétorquent aussitôt que c'est impossible. Et là, je leur rappelle dans quelle situation se trouvait l'Europe il y a un siècle : en cent ans, l'Europe a connu deux guerres mondiales, les pays étaient occupés les uns par les autres et s'entre-déchiraient. Je veux combattre l'opinion selon laquelle on ne peut rien changer au Moyen-Orient.

I.B. : Le seul problème, pour moi, a été d'ordre linguistique. Certains artistes égyptiens et palestiniens parlaient à peine l'anglais, et ce n'est pas évident de faire de la musique à plusieurs quand on n'arrive pas à communiquer verbalement. Mais on avait au moins la musique et on a joué ensemble !

M.S. : Moi, je n'ai pas eu de problème de langue ni de coopération avec les musiciens des autres régions du monde. Ma difficulté a été musicale : je suis percussionniste et il m'est difficile de jouer un air norvégien dont le rythme n'a rien à voir avec ceux de la musique orientale auxquels je suis habitué. Mais ça a été une riche expérience !

M.T. : En ce qui me concerne, je rencontre des difficultés quand je veux sortir des sentiers battus et convaincre les autres de me suivre en terre inconnue. Là, je vois que les gens ne partagent pas nécessairement mes idées. À Chypre, par exemple, j'ai parlé à beaucoup de gens de la réunification de l'île et de mon désir de rapprocher les deux bords [le Nord et le Sud, qui constituent des États séparés] grâce à la

musique, et les gens ne comprenaient pas où je voulais en venir, quelle était mon intention politique... Au point que j'ai finalement laissé tomber toutes mes théories et je me suis dit : bon, allons-y, jouons et écoutons ce que l'autre côté a à dire. Et tout s'est éclairci. Mais j'ai commis pas mal d'erreurs en chemin, à force de compliquer les choses et de m'attendre à ce que les autres aient les mêmes rêves que moi. Chacun rêve différemment, mais à partir du moment où vous passez aux actes, la motivation des gens suit et les relations se tissent.

Comment définissez-vous votre rôle d'artiste dans la vie sociale et politique de votre pays ?

B.S. : Dans toute société, l'artiste doit être celui qui inspire. Ce que j'espère inspirer aux habitants du pays dans lequel je vis, les États-Unis, c'est un désir réel de devenir citoyen du monde, de découvrir d'autres cultures et de s'intéresser au point de vue des autres.

Lorsque vous vivez entre deux cultures, il est aussi très important de montrer leurs points communs. Par exemple, dans leurs œuvres sur le Moyen-Orient, les artistes occidentaux s'en prennent souvent à la condition féminine. Mais aux États-Unis, les femmes ont également très peu de pouvoir politique, économique ou artistique ! Un de mes devoirs, en tant qu'artiste, est donc d'évoquer cette similitude du sort des femmes à travers le monde, parce que c'est très facile d'observer d'autres cultures, mais les gens oublient parfois de regarder la leur. Comme je vis dans deux mondes à la fois, je suis poussée à m'interroger sur les différences fondamentales réelles entre les cultures.

M.S. : Mon pays, la Palestine, a beaucoup de messages et de rêves à partager avec le monde. C'est ce que je voudrais faire à travers la musique. Bien sûr, le message est différent selon qu'on se trouve en Palestine ou à l'extérieur. À l'intérieur, il faut soutenir les gens. À l'extérieur, on doit expliquer pas mal de choses sur le pays. Quoi qu'il en soit, je me sens fier de la richesse culturelle de mon pays, que je peux montrer au monde.

I.B. : À l'étranger, on n'évoque la Palestine que sous l'angle de la guerre, et c'est donc un bonheur de voir qu'on y fait aussi de la musique et qu'il y a réellement une vie là-bas. Personnellement, en tant

que musicienne traditionnelle en Norvège, je pense que c'est important qu'il y ait des jeunes qui poursuivent la tradition musicale du pays, parce qu'il faut qu'elle continue d'exister.

M.T. : En tant qu'artiste, je veux semer la confusion et briser les apparences. Les gens sont avides de définir le monde qui les entoure et de coller des étiquettes, et il est ensuite très difficile de leur faire voir les choses autrement. Il faut donc de la confusion, pour qu'ils comprennent que les étiquettes n'ont rien d'immuable et regardent ce qu'il y a derrière.

J'ai la chance de pouvoir me rendre dans des endroits passionnants, mais je m'efforce aussi de permettre aux autres de me suivre. Quand je vais en Syrie, c'est pour moi une expérience formidable, mais j'essaie de faire en sorte qu'à travers mes projets les Occidentaux puissent également y faire un petit tour. J'aime partager cette curiosité, je ne veux pas la vivre seul dans mon coin.

Aux Pays-Bas, je croise beaucoup d'artistes obnubilés par la qualité de leur musique, mais la plupart ne se demandent pas s'ils pourraient la mettre au service d'un monde meilleur. Grâce à l'UNESCO, j'ai rencontré des gens qui non seulement ont une pensée artistique, mais aussi une idée de la place de l'art dans le monde et des changements qu'il peut apporter.

Comment voyez-vous le proche avenir, après cette distinction de l'UNESCO ?

M.T. : Ce titre est très important pour moi, parce que je travaille en dehors des salles de concert, des festivals et des programmes d'orchestre. Je suis seul avec une petite équipe ou des collaborateurs freelance, et presque sans budget. Parfois, j'attire l'attention des médias, ce qui est important, mais comme mon travail ne s'inscrit pas dans les infrastructures culturelles, il est difficile de le cataloguer, et par suite de trouver les soutiens et les partenaires. Une telle reconnaissance donne de la visibilité à ma démarche et aux succès que j'obtiens. J'espère aussi qu'au cours des prochaines années, je pourrai poursuivre les projets entamés, comme *Al Quds Underground* à Jérusalem-Est. Je n'en suis encore qu'au tout début !

B.S. : Cette reconnaissance est pour moi très significative. C'est la première fois que je sens que mes deux

Les jeunes artistes de l'UNESCO

« Jeune artiste pour le dialogue interculturel entre les mondes arabe et occidental », tel est le titre que la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a décerné en avril dernier à un groupe d'artistes âgés de moins de 35 ans. Cette distinction reconnaît la contribution exceptionnelle au dialogue et à l'échange entre les cultures arabe et occidentale de :

Ruti Sela et Mayaan Amir (Israël), créatrices et conservatrices, ont conçu le projet *Exterritory* en vue de réunir des artistes et intellectuels vivant dans des zones de conflit, notamment en Israël et dans le Territoire palestinien occupé.

Sidi Larbi Cherkaoui (Belgique/Maroc), danseur et chorégraphe, a produit des œuvres qui illustrent la rencontre entre les cultures et l'exploration de l'identité.

Federico Ferrone (Italie), réalisateur, a tourné plusieurs films sur l'immigration, les banlieues et la contribution des communautés étrangères à la culture d'un pays.

Faiza Guène (France/Algérie), romancière, dépeint la réalité des habitants d'origine maghrébine dans les banlieues françaises en s'attaquant aux clichés et aux idées reçues.

JR (France), photographe, est notamment à l'origine du projet *Face 2 Face* consistant à afficher côte à côte des portraits d'Israéliens et de Palestiniens exerçant le même métier.

Ibrahim Maalouf (Liban), trompettiste, mélange les styles occidentaux et orientaux et travaille avec des artistes du monde entier.

Massar Egbari (Égypte), groupe de musiciens, est à l'origine du projet *Music as a means of intercultural dialogue* (La musique en tant qu'outil du dialogue interculturel) consistant à inviter des artistes occidentaux pour des concerts communs.

Betty Shamieh (États-Unis/Territoire palestinien occupé), auteur dramatique, a écrit des pièces qui mettent l'accent sur les relations interculturelles, notamment arabo-américaines.

Zuhul Sultan (Iraq), pianiste, a fondé, à l'âge de 17 ans, le *National Youth Orchestra of Iraq* (Orchestre national iraquien des jeunes) qui travaille avec plusieurs artistes occidentaux.

Talent 2008 est un projet réunissant neuf jeunes interprètes de musique traditionnelle, européens et arabes (Territoire palestinien occupé, Égypte, Norvège).

Merlijn Twaalfhoven (Pays-Bas), compositeur et musicien, a lancé des projets exceptionnels en Jordanie, dans le Territoire palestinien occupé, en Syrie et aux Pays-Bas, dans lesquels la musique crée un lien et devient symbole de paix.

📷 Photo de groupe à l'UNESCO, lors de la remise des titres de « Jeune artiste pour le dialogue interculturel entre les mondes arabe et occidental », le 13 avril 2011.



© UNESCO/Michel Ravassard





Un imam, un curé et un rabbin se prêtent au jeu de l'amitié, dans le cadre du projet Face 2 Face, réalisé par JR et Marco en 2007, qui ont tapissé plus d'un mur de portraits d'Israéliens et de Palestiniens exerçant le même métier.

© Avec l'aimable autorisation de JR : jr-art.net

appartenances, palestinienne et américaine, sont reconnues : l'UNESCO a perçu toute cette complexité identitaire. Je vais continuer de me construire en tant qu'artiste, mais je voudrais aussi poursuivre les efforts de Juliano Mer-Khamis [acteur israélien, directeur du Théâtre de la liberté, assassiné le 4 avril 2011], qui a fait un travail formidable à Jénine. Nous ne devons pas laisser la peur de la violence nous empêcher de continuer et d'aspirer à l'avenir auquel le monde entier a droit.

I.B. : J'adorerais visiter d'autres pays et découvrir leurs musiques traditionnelles. La musique traditionnelle est un excellent moyen de découvrir la culture des autres, supérieur même à la musique classique qui est pourtant assez universelle. Et comme nous sommes déjà

allés en Égypte et en Norvège avec le projet Talent, ce serait super de visiter aussi la Palestine et d'y donner des concerts !

M.S. : Je vais poursuivre mon parcours de musicien traditionnel palestinien dans mon pays et à l'étranger. Le titre décerné par l'UNESCO m'encourage à aller de l'avant en tant que musicien. Ça a été un vrai bonheur de rencontrer des gens qui me comprennent et m'apprécient. Quand on voit qu'il y a des gens un peu partout dans le monde qui partagent les mêmes idées, on se sent moins seul ! ■

Iris Julia Bührle, 29 ans, est une historienne de l'art allemande, également spécialiste de littérature comparée.

📍 Escalier de la favela Morro Da Providencia, Rio de Janeiro, Brésil, recouvert par JR du portrait d'une femme, dans le cadre de son projet Women Are Heroes, août 2008.



JR, l'art et l'impossible

JR, auteur des photographies qui illustrent cet article, fait partie du groupe de jeunes artistes de l'UNESCO. Cet « artiste urbain » (sic) français de 28 ans déclare posséder la plus grande galerie du monde : la rue !

En 2001, JR commence à coller clandestinement sur des façades parisiennes les photocopies des photos qu'il prend de ses copains en train de faire des graffitis sur les toits. Les sujets se diversifient rapidement et les dimensions de ses collages s'agrandissent, pour atteindre le format 6x8 mètres en 2004, dans son projet « Portrait d'une génération » qui le rendra célèbre. Cette année-là, il expose dans les rues de New-York, de Los Angeles, de Paris et... de la Cité des Bosquets à Montfermeil, une banlieue parisienne défavorisée.

En mars 2007, il réalise avec Marco, *Face 2 Face*, « la plus grande expo photo illégale jamais organisée ». Des formats gigantesques de portraits d'Israéliens et de Palestiniens exerçant le même métier sont affichés dans plusieurs villes d'Israël et du Territoire palestinien occupé. « *Face 2 Face* a montré que ce que nous croyons impossible est possible, et même facile », déclare-t-il le 2 mars 2011, lors de la cérémonie de remise du prix TED à Long Beach, aux États-Unis (www.tedprize.org).

Son projet *Women Are Heroes* (Les femmes sont des héros) l'amène en 2008 et 2009 au Kenya, au Brésil, en Inde, au Cambodge. Au printemps 2011, il se précipite en Tunisie pour habiller de ses photos des commissariats de police et sièges de partis, dans le cadre de son projet actuel *Inside Out* (Dedans Dehors). En 10 ans, il a fait ce que nous croyons impossible. Et avec quelle facilité ! – **J. Šopova**

Visitez le site officiel de JR : www.jr-art.net

« En tant qu'artiste, je veux semer la confusion et briser les apparences. »

Merlijn Twaalfhoven

Patrimoinito au Togo



Le personnage animé du jeune gardien du patrimoine, Patrimoinito, a vu le jour en 1995. Icône des Volontaires du patrimoine mondial, il amène ses jeunes compagnons en Afrique, en Amérique latine, en Asie et en Europe. Sous la coordination du Centre du patrimoine mondial et du CCSVI*, les jeunes volontaires s'impliquent dans la préservation et la valorisation des sites emblématiques du patrimoine mondial.

KATERINA MARKELOVA

Si elles avaient des bras, les tatas centenaires les auraient tendues pour accueillir ces jeunes comme les grands-mères accueillent leurs petits-enfants. Depuis quatre ans, des volontaires togolais, français, suédois, japonais et sud-coréens se donnent rendez-vous à Koutammakou, site du patrimoine mondial au nord-est du Togo, pour prendre soin de ces vieilles dames fragiles.

Même si les tatas, ces habitats traditionnels en terre flanqués de tourelles, semblent incarner toute la sagesse du peuple Batammariba, elles cèdent sous le poids de la modernisation qui impose ses lois de construction facile et rapide. La nature ne les ménage pas non plus, laissant un bien triste paysage de maisons écroulées après la saison des pluies en août et en septembre. Et même le néré, dont l'écorce sert à préparer une décoction pour badigeonner les murs des tatas, vient à manquer.

C'est par là que les jeunes volontaires ont décidé de commencer. À l'image de cet arbre, au nom symbolique signifiant « c'est bien » en bambara, qui va parfois chercher l'eau à 60 mètres de profondeur pour offrir à la cueillette des

fruits gorgés d'éléments nutritifs, les jeunes ont agi à la source. Que faire de mieux que de planter un arbre qui nourrit les villageois et en même temps sert de matériau d'étanchéité aux tatas ?

Encadrés par l'ONG togolaise FAGAD (Frères agriculteurs et artisans pour le développement) et soutenus par le projet Patrimoinito et CCSVI, les jeunes volontaires du patrimoine mondial ont identifié et planté différentes espèces végétales en danger intervenant dans la construction des tatas. C'est ainsi qu'en deux ans, le site s'est vu doté de 1 050 nouveaux arbres sur une surface de 2 000 m². Une première étape consistant à réunir les conditions nécessaires à la restauration des tatas par des moyens traditionnels.

Mais au-delà des aspects matériels de la culture tamberma, autre nom des Batammariba, les volontaires ont cherché à participer à la préservation de ses aspects immatériels, en s'associant à la première édition du Festival Tamberma, du 26 au 30 mars 2011. « C'est la première fois que le festival Festamber a lieu », explique Atti Y. Tata, jeune Togolais de 23 ans, responsable du camp qui a accueilli cette année sept volontaires. « On était très excités à l'idée

de prendre part à cette nouvelle initiative qui met en valeur la richesse de notre culture, nos langues, notre artisanat et nos produits agro-alimentaires locaux ». Autant de bijoux qui, associés aux tatas, font du Togo une étape incontournable du tourisme culturel en Afrique de l'Ouest. « Pour les gens qui ne savent rien de cette culture, ce qui était mon cas, ce festival est un très bon moyen de s'en imprégner en seulement une semaine », renchérit Linda Gustafsson, volontaire suédoise de 24 ans. « J'espère vraiment qu'il continuera d'exister, car il donne également une très bonne occasion aux Tamberma eux-mêmes de porter un autre regard, plus valorisant, sur la richesse du site de Koutammakou ».

Installés à Adéta, les jeunes ne se sont pas laissés effrayer par la distance de près de 400 km les séparant de Koutammakou. En l'absence de véhicule de fonction, ils se sont débrouillés comme ils ont pu : « On prend un taxi, un bus ou des motos, ça dépend de l'état de la route », raconte Atti. Le projet semble en effet encore un peu chancelant : « Nous devions aider aux préparatifs du festival, mais quand nous sommes arrivés sur les lieux, il ne restait plus grand chose à faire... », dit Linda. Mais même si les choses démarrent tout doucement, c'est la volonté de découvrir et surtout de s'impliquer qui compte. ■

📍 Atti Y. Tata, à Koutammakou, Togo.



Des merveilles de créativité

Le volontariat des jeunes offre d'immenses possibilités. Donnez aux jeunes des exemples à suivre, offrez-leur de nouvelles perspectives, et vous tirerez d'eux des merveilles de créativité. Prenez les jeunes au sérieux, confiez-leur des responsabilités et une place dans la société fondée sur la confiance, et ils excelleront.

Le volontariat donne aux jeunes le pouvoir d'agir et de changer le monde autour d'eux. En 2010, le programme des volontaires des Nations Unies a déployé, dans 132 pays, près de huit mille personnes issues de 158 pays. Il a aussi

mobilisé plus de dix mille autres volontaires qui ont contribué au développement à travers le service volontariat en ligne. Environ 62 % de ces derniers venaient de pays en développement, et 80 % étaient des jeunes âgés de 18 à 35 ans.

L'année 2011 marque la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale des volontaires. C'est aussi l'Année européenne du volontariat. Une occasion de plus pour les jeunes de faire valoir leur droit à la participation citoyenne. Et de redoubler d'efforts pour construire un monde meilleur. ■

Programme des Volontaires des Nations Unies: <http://www.unv.org>

📍 Ouverture du 13^e Moot scout mondial au Kenya, le 27 juillet 2010.



©WSB Inc. / Victor Ortega

Construire ma citoyenneté, c'est ainsi que je définis mon expérience de volontaire des Nations Unies. J'ai participé récemment à la campagne *Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes*, initiée par le Secrétaire général de l'ONU. J'ai participé à la création d'espaces de discussion sur plusieurs réseaux sociaux pour sensibiliser la population bolivienne à ce grave problème. Une des leçons que je tire de cette expérience récente qui a duré six mois,

c'est la grande motivation et l'extrême professionnalisme de la jeunesse volontaire. Nous sommes de jeunes professionnels avides d'apprendre et d'apporter notre pierre à l'édifice de la justice sociale.

Le volontariat est l'outil parfait pour canaliser l'idéalisme et l'énergie des jeunes. Malgré les apparences, notre manque d'expérience dû à notre âge est une barrière facilement franchissable. Car, au-delà de son utilité sociale précieuse, la participation

Le scout kényan Josephat Gitonga, 28 ans, prend le service à la communauté très au sérieux. Il en a même fait un « devoir quasi sacré », ce qui lui a valu d'être repéré par l'Association des scouts du Kenya et de se voir confier la direction du centre scout de sa ville, Embu, située à quelques 120 km au nord-est de Nairobi. Passionné et bûcheur, Josephat se lance dans l'aventure en remplissant les objectifs à 200 % ! Avec le soutien de ses confrères norvégiens, il réussit à en faire un centre ouvert à la communauté et quasi autonome sur le plan du financement, grâce à un micro projet d'hôtellerie et de restauration qui a par ailleurs généré des emplois.

Initialement, il était prévu que le centre accueille seulement sporadiquement des activités scout. Mais Josephat rêve de transformer Embu en un village planétaire. Les Moots scouts mondiaux ces grands rassemblements de scouts de la branche des aînés (18-25 ans) ne se sont jamais encore tenus en Afrique. Il est grand temps d'agir.

Fort de son expérience qui l'a fait connaître jusqu'aux rivages scouts de l'Asie et de l'Amérique Latine, Josephat Gitonga réussit à convaincre rapidement l'Association des scouts du Kenya de présenter la candidature de sa ville, pour figurer parmi les trois sites kényans accueillant le 13^e Moot scout mondial (27 juillet – 7 août 2010). Et voilà que le rêve devient réalité : plus de 1 000 jeunes citoyens du monde investissent la ville d'Embu, qui n'aura jamais vu autant d'amitiés se nouer, autant de rires et de fraternité, mais aussi de débats sur les grands défis de notre époque. ■

Pierre Arlaud, étudiant français de 25 ans, chargé des relations extérieures de l'Organisation mondiale du mouvement scout
<http://scout.org/fr/>

citoyenne par le volontariat peut être un moyen pour nous les jeunes d'acquérir une première expérience des principes éthiques dont dépend la dignité des individus et des communautés. Cette forme de participation nous permet de nous positionner comme agents du développement, et non plus comme un groupe vulnérable. ■

Silvia Bellón, étudiante espagnole de 23 ans

Le sport : juste un point de départ

Alors que les plus grandes vedettes du sport s'affrontaient à Johannesburg (Afrique du Sud) pour la Coupe du monde de la FIFA 2010, 32 équipes de jeunes arrivaient de toutes les régions

du monde pour participer à un match bien plus inhabituel : « Football pour l'espoir 2010 ».

Organisé par *streetfootballworld*, la FIFA, le Comité d'organisation sud-

africain de la Coupe du monde 2010 et la ville de Johannesburg, ce festival a réuni pendant quinze jours plus de 250 garçons et filles issus de communautés défavorisées : des plus petits villages du Cambodge aux quartiers populaires des États-Unis, des bidonvilles de l'Inde aux favelas de Rio. Renversant les barrières culturelles, ils se sont retrouvés dans le langage du sport. Ils ont élargi leurs horizons et gagné la confiance en eux nécessaire pour retourner dans leurs pays d'origine et forger non seulement leurs propres destins, mais en même temps ceux de leurs communautés.

Permettre aux jeunes défavorisés d'améliorer leur condition, tel est l'objectif du réseau *streetfootballworld* qui réunit plus de 80 organisations. S'attaquant à des fléaux comme le VIH/sida, la criminalité ou le problème des sans-abri, elles se servent du football pour amener les jeunes vers des programmes de développement social – et les y maintenir. En collaboration avec ses partenaires, *streetfootballworld* compte atteindre chaque année 2 millions de jeunes à travers le monde d'ici à 2015.

Le football peut aider à trouver des solutions à bien des problèmes trop complexes pour être résolus par des méthodes conventionnelles. Le jeu est juste un point de départ. ■

www.streetfootballworld.org



© Football's Hidden Stories – Peter Dench

Jeux olympiques de la jeunesse

L'Année internationale de la jeunesse (AIJ) coïncide avec la naissance d'une nouvelle tradition olympique. En août 2010, quelques jours seulement après la proclamation de l'AIJ par les Nations Unies, le Comité international olympique (CIO)* inaugurerait les Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ). Ils combinent le sport aux activités éducatives et culturelles dans un format unique réservé aux jeunes de 15 à 18 ans. Ces nouveaux Jeux offrent aux jeunes un environnement qui favorise les amitiés à long terme et leur

permet de bénéficier des expériences de leurs pairs et des athlètes qui leur servent de modèles.

Les premiers JOJ, qui se sont tenus à Singapour en 2010, ont attiré quelque 3 500 jeunes du monde entier et les résultats ont dépassé toutes les attentes. Les jeunes participants ont eu l'occasion d'évaluer cette expérience lors de la 7^e Conférence mondiale sur l'éducation et le sport pour une culture de la paix, organisée en décembre 2010 à Durban (Afrique du Sud), et co-sponsorisée par le CIO et l'UNESCO.

Dans l'esprit du thème de la conférence, « Donner la parole aux

jeunes », des adolescents ont pris une part active à la rencontre et les délégués ont exhorté le CIO à entretenir l'esprit des JOJ pendant la période séparant les Jeux.

Cet esprit règne déjà à Innsbruck (Autriche), où le compte à rebours de la première édition des Jeux olympiques d'hiver de la jeunesse prévue pour 2012 a commencé. En parallèle, la ville chinoise de Nanjing prépare les deuxièmes JOJ d'été, prévus pour 2014. ■

Comité international olympique
www.olympic.org

* Le 19 octobre 2009, le CIO a obtenu le statut officiel d'observateur auprès de l'ONU.

Étoiles au clair de lune

Afrique, chômage, bidonville : un cocktail léthal conduisant irrémédiablement des adolescentes ougandaises à se vendre et à se détruire. Jusqu'à ce qu'une bande de jeunes décide de prendre les choses en mains.

CAROL NATUKUNDA

Vu de loin, le quartier de Kawempe, à Kampala (Ouganda), ressemble comme tous les bidonvilles à une mer de cabanes aux murs de boue et de planches. Lorsqu'on s'approche, pourtant, on sent qu'il y a autre chose : l'odeur de la maladie et du désespoir plane sur ce quartier tel un ange de mort. Les yeux des enfants se posent à demi rassurés sur le visiteur de passage, mais, vaillamment, ils poursuivent de-ci de-là leurs jeux. Ils n'ont sans doute jamais usé du dentifrice au cours de leurs courtes vies, mais quelle importance. Leurs voix obsédantes continuent de retentir au loin tandis qu'on poursuit sa route dans l'entassement marécageux. Car c'est cela, la spécificité de Kawempe : les bidonvilles ont poussé dans une zone humide, où la plupart des habitants vit dans l'incertitude du prochain repas.

Chômage élevé, revenus insignifiants, dépendance totale envers ceux qui gagnent. Des taux de pauvreté qui montent en flèche et l'incapacité de payer les services de santé. Pour s'en sortir, les femmes n'ont généralement qu'une seule issue : celle de vendre leur corps. Une réalité qui, il y a quelques années, a ému aux larmes James Tumusiime, jeune psychologue âgé aujourd'hui de 30 ans. Fraîchement diplômé, il travaillait bénévolement dans la clinique d'un bidonville de Kawempe, lorsqu'on lui a présenté une mère, âgée de 19 ans. « Elle était frêle, et

m'expliqua que ses enfants tombaient tout le temps malades. La malaria, pensait-elle. Je lui ai conseillé de faire le test de dépistage du VIH », raconte James, qui soudain se tait. Il se tait si longtemps qu'on craint que l'interview ne s'arrête là. « Le test était positif », poursuit-il enfin : « Je me suis senti mal. Elle pleurait à fendre l'âme. Je lui ai dit qu'il fallait garder espoir, mais ne l'ai jamais revue. J'ai tenté vainement de la joindre sur son portable... et j'ai prié pour qu'elle n'ait pas mis fin à ses jours. » Même maintenant, en narrant la scène, son visage s'assombrit.

Pour la jeune psychologue, c'est le déclic. Avec sept autres, il décide de « briser la glace » et de tendre la main à d'autres mères célibataires vulnérables de la zone, dont la plupart n'ont d'autre ressource que la prostitution. Une activité pourtant prohibée par la constitution ougandaise.

Éclosion du projet

Un autre jeune homme, qui tient à rester anonyme, se souvient qu'il était travailleur social lorsque James l'a contacté. « Il y avait eu un programme de Plan UK, une association caritative qui ne s'occupait que des enfants. Or en général, quand vous rencontrez des gosses et que vous leur demandez qui sont leurs parents, ils ne savent pas répondre. Il nous fallait donc un projet qui s'adresse aux travailleurs sexuels et leur permette d'assumer leurs responsabilités. » Un autre, à peu près du même âge, nous rapporte des histoires déchirantes de prostituées se battant pour les mêmes « clients ». Il

raconte qu'un jour, sa soeur a même été frappée par une prostituée qui la prenait pour une concurrente.

« Je me souviens du jour où nous avons lancé le projet "Briser la glace". Nous avons passé une semaine sur place, nuits comprises, afin de voir de nos yeux ce qui s'y passait. Le plus triste a été de constater que les policiers eux-mêmes recherchaient les relations avec les filles. Cela a même stimulé notre volonté d'agir pour que cela change », raconte-t-il. « Il y avait tant de mères adolescentes qui ne connaissaient pas les pères de leurs enfants. Certaines n'avaient que 13 ans. Les unes étaient encore écolières, d'autres travaillaient comme serveuses », poursuit James.

En 2007, le projet « Briser la glace » prend son envol. « Nous avons commencé par un groupe d'une dizaine de mères que nous avons rencontrées et qui nous avaient dit qu'elles se prostituèrent. Et nous leur avons demandé de nous en désigner d'autres », raconte James, coordonnateur du projet. « Nous voulions qu'elles se protègent contre le VIH/sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles (MST). Au final, nous avons réuni 60 mères que nous avons formées comme éducatrices. Il leur est en effet facile de se faire écouter du fait de leur expérience. Même un homme qui se prostitue sera plus attentif au message d'une femme lui expliquant comment se servir du préservatif que si c'était un autre homme », note-t-il.

Dès 2009, le nombre des travailleuses sexuelles bénéficiaires est



© Patrick Lagès

☞ Solitude, ombre et lumière, quelque part en Afrique.

passé à 3 000. C'est qu'entre temps, avec le soutien financier du gouvernement japonais, *Reproductive Health Uganda* a ouvert la clinique des Moonlight Stars, qui offre des conseils bénévoles et des services gratuits de dépistage du VIH/sida et autres MST. « Nous avons baptisé nos clientes "étoiles du clair de lune" (Moonlight Stars) parce que nous ne voulions pas d'un nom qui les marginalise », précise James. Celles-ci reçoivent une carte nominative, pour éviter que des non bénéficiaires ne prennent d'assaut la clinique où les soins sont gratuits.

Besoin de nouveaux donateurs

Florence Kyeswa, la directrice de la clinique, confie qu'en moyenne, elle reçoit chaque semaine quelque 70 clientes originaires des bidonvilles de Kawempe, la plupart souffrant de MST. L'aide financière japonaise a également été employée à former les « étoiles » en couture, cuisine, artisanat et mécanique. Comme l'explique James, les bénéficiaires sont réparties par groupes d'une vingtaine de personnes, chacun se voyant remettre l'équivalent d'environ 2 500 dollars à titre de capital de départ. Les filles ainsi dotées y vont de leur histoire : « Maintenant, avec mes

enfants, je m'en sors sans avoir à faire le trottoir. J'ai repris confiance et, surtout, je vais pouvoir aider ma fille à prendre un bon départ », confie une mère de 17 ans, devenue marchande de pancakes. Une autre mère de 21 ans, séropositive, s'ouvre à son tour : « J'étais arrivée au point de vouloir mourir. Je n'avais plus la force d'affronter le lendemain dans ces conditions. Maintenant, j'ai accès au traitement et au préservatif, et j'ai une machine à coudre. Grâce à elle, les bons jours, je me fais dans les 5 dollars. »

Reste que, selon James, certains travailleurs du sexe sont parfois tentés de retourner sur le trottoir. Et le projet souffre aussi de sa dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure, car l'argent japonais s'est épuisé : les « étoiles » sont donc à la recherche de nouveaux donateurs. Le projet s'est pourtant attiré plusieurs partenaires, dont le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), pour qui les travailleurs sexuels constituent un groupe à haut risque du fait de la propagation du VIH, et qui insiste donc sur la nécessité de mieux les prendre en compte. « Le VIH ne se répand pas seulement chez les couples mariés, comme on le croit souvent : les travailleurs du sexe sont les grands oubliés », observe James.

Le projet a d'autres partenaires : *Uganda Youth Development Link*, une association d'aide aux enfants des rues et aux jeunes, et l'ONG *Beads for Life Uganda*, qui apprend aux femmes ougandaises à confectionner des bijoux à partir de papier recyclé. Les deux organisations s'emploient désormais à sensibiliser les jeunes à travers le pays pour qu'ensemble, ils prennent leur vie en mains. ■

Carol Natukunda, 28 ans, est notamment lauréate 2008 du Prix africain du journalisme d'éducation décerné par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA).



© DR

➔ Jeunes filles apprenant à tisser dans un centre communautaire de Karachi, au Pakistan.

La conviction qui habite Khalida Brohi se lit instantanément derrière ses yeux clairs et son sourire chaud et inimitable. Qui croirait pourtant que ce menu brin de fille, née dans une tribu au fin fond du Balouchistan, province du sud-ouest du Pakistan, ait pu devenir, à 16 ans, l'apôtre de la lutte contre des traditions meurtrières séculaires ?

Noshan Abbas rencontre
KHALIDA BROHI



La jeune sughar du Balouchistan

Tout a commencé le jour où Khalida Brohi, aujourd'hui 22 ans, a appris l'existence de la coutume appelée *karo kari* (crime d'honneur). Le crime d'honneur est un meurtre, ou un acte de violence extrême, commis par des hommes à l'encontre de femmes de leur famille, lorsqu'elles sont perçues comme cause de déshonneur pour la famille tout entière.

Née dans une famille où elle pouvait jouir d'une exceptionnelle liberté, en comparaison avec son entourage, Khalida a été horrifiée et a aussitôt décidé de se battre contre cette

tradition ignoble. Dans l'impossibilité d'agir directement contre les violences faites aux femmes, elle s'est mise à composer des poèmes qui dénonçaient le *karo kari*, et a lancé une virulente campagne de sensibilisation au sein de sa communauté.

Mais dans une société religieuse et conservatrice, où tout repose sur l'adage *zan, zar, zamin* (les femmes, l'or, la terre), les trois grands biens dont dépend l'honneur masculin, vouloir inciter les dirigeants communautaires à distinguer les coutumes ancestrales des pratiques religieuses s'avéra plus dangereux que la

jeune fille ne l'avait imaginé.

À en croire I. A. Rehman, président de la Commission pakistanaise des droits de l'homme (HRCP), « jadis, le crime d'honneur sévissait dans les zones reculées et tribales, mais il gagne maintenant de grandes villes comme Karachi, Lahore ou Peshawar, s'infiltrant même dans les régions sédentaires. C'est un véritable drame pour les femmes, d'autant que ces crimes ne sont pas toujours signalés, même si depuis la Loi sur les femmes de 2006, on commence à le faire. On parle approximativement de 800 à 1 000



© UN Photo/John Isaac

meurtres par an. Le chiffre peut varier légèrement d'une année sur l'autre, mais reste considérable. »

Contre vents et marées, Khalida a participé à la création en 2004 de l'association *Participatory Development Initiatives* (PDI), afin de défendre des idées pionnières, telles le programme « Sughar » (dans la langue locale, c'est ainsi qu'on désigne une femme expérimentée et sûre d'elle) qui s'attaque aux crimes d'honneur en aidant les femmes des tribus à conquérir leur indépendance économique.

« Avec le temps, j'ai réalisé que la plupart de ces crimes frappaient des femmes sans travail, car celles qui rapportent un revenu mensuel sont valorisées par leur famille. Elles apprennent à se faire entendre et à contribuer à la vie du ménage et de la famille », remarque Khalida, soulignant le pouvoir de l'argent. Mais elle sait qu'il faut aussi peser sur les mentalités : « Il y a trois grandes causes au crime d'honneur : un, les politiques gouvernementales, deux, le mépris

général dans lequel on tient les femmes, trois, et c'est sans doute la principale, le fatalisme avec lequel les femmes elles-mêmes acceptent la coutume. » Avant même d'avoir essayé de faire bouger ces mentalités, Khalida s'est cependant heurtée au courroux du patriarcat. Elle a vu sa vie menacée et a dû quitter sa région d'origine.

Tradition contre tradition

« En 2008, la sécurité de notre association a été menacée », se souvient Khalida. « Nous avons été confrontés à l'opposition de certains responsables religieux et communautaires. Il fallait tout abandonner et fuir. » Son père la met aussitôt en sécurité à Karachi pour qu'elle y achève ses études.

Mais il n'était pas question pour elle d'abandonner une cause aussi brûlante. « Alors que tout était fini, je continuais de me demander quelle erreur j'avais commise. "Je respecte la tradition" me suis-je dit, et soudain, j'ai compris que ce qu'il fallait, c'était promouvoir des traditions positives qui contribuent à

mettre fin aux crimes d'honneur, et c'est ainsi qu'avec un groupe d'amis nous nous sommes mis à travailler avec les populations locales, en en faisant nos alliées. »

Une fois adoptée cette stratégie de dialogue, il fallut encore bien de la persévérance de la part de Khalida et de son équipe et de son équipe pour parvenir à un résultat. « Nous avons continué de défendre la même cause, mais de façon moins agressive », explique-t-elle qui entreprend alors de détourner les traditions locales à son avantage et d'affronter ces mêmes dirigeants tribaux qui l'avaient précédemment menacée : « Dans notre culture, on ne chasse jamais quelqu'un de chez soi. Cela ne se fait pas. » C'est donc escortée de sa suite qu'elle se présente chez l'un des édiles, contraint de l'écouter et de répondre aux jeunes obstinés. « Nous nous sommes adressés à lui dans la langue locale et lui avons expliqué que nous comptions encourager des traditions régionales comme la broderie, la musique ou la poésie. » Trois responsables ont répondu à l'appel et des imams ont même commencé à prêcher en faveur des droits des femmes, au nom de l'islam.

En plus de promouvoir des traditions locales positives grâce aux travaux de broderie qui sont ensuite commercialisés par la PDI, les centres Sughar offrent aux femmes un tremplin vers une relative aisance financière, en plus d'une formation à valeur ajoutée et d'une éducation de base dans des domaines comme les mathématiques, l'écriture et la santé génésique. Khalida y gagne une fenêtre d'opportunité pour sensibiliser contre les crimes d'honneur : « Les femmes sont trop résignées, mais nous nous efforçons de changer ça en invoquant le droit des femmes en islam... et là, nous sommes sûrs d'être entendus. » Convaincue que leur passivité est la première cause de la poursuite de ces crimes, Khalida vise les femmes, mais ne néglige pas le soutien des hommes. Multipliant les outils créatifs – tournois de cricket, théâtre interactif, SMS, radio FM, info-militantisme et sensibilisation numérique –, la PDI milite pour les droits des femmes en éduquant les hommes : l'assentiment des dirigeants tribaux ayant été obtenu, des débats sont organisés à leur intention, reprenant les arguments de l'islam.



© Participatory Development Initiatives (PDI)

◻ Khalida Brohi (devant, à gauche) avec quelques bénéficiaires du programme « Sughar ».

Lorsqu'on lui demande d'évaluer son action, elle répond : « De 14 filles au sein de l'équipe, nous sommes passés à 40 membres, aussi bien des hommes que des femmes. C'est le signe que les attitudes changent. J'ai entendu parler de crimes d'honneur dans les régions environnantes, mais il n'y en a pas eu dans ma communauté depuis trois ans. »

Un modèle de courage

Riche de ses propres économies et du soutien financier de diverses associations, Khalida a ouvert des centres Sughar dans plusieurs districts du Balouchistan, devenant membre de l'*Unreasonable Institute*, lauréate du *Young Champion Award* et boursière de *YouthActionNet*. Elle a lancé sur Facebook une page intitulée « Campagne d'éveil contre les crimes d'honneur » (*Wake Up Campaign Against Honour Killing*) qui tient ses membres en alerte sur ces questions et diffuse d'autres informations connexes. Mais Khalida est consciente qu'en dépit du soutien que lui apportent sa famille, plusieurs ONG internationales et son équipe, il reste des irréductibles opposés à sa cause : « Au sein de notre communauté, ils sont minoritaires. Ils gardent le silence, mais je sais qu'ils attendent que nous trébuchions. C'est pourquoi je veille à ce que nous ne commettions aucune erreur ».

Étendant son action en faveur des femmes, le PDI a soutenu le programme

de distribution de terres aux paysannes sans terre du Sind mis en œuvre par le gouvernement de Benazir Bhutto. La PDI a lancé le programme « Des terres pour les femmes » et assuré le suivi de ce processus. Puis, constatant des irrégularités, l'ONG a appelé Oxfam à la rescousse. La radio locale a été utilisée pour expliquer la nouvelle politique foncière dans les zones reculées, une aide a été apportée pour remplir les formulaires et un transport fourni aux femmes devant tenter une action, assorti d'un soutien juridique. « En trois ans, le programme a obtenu des terrains pour la moitié de ses 3 000 femmes membres. »

Faisant la navette entre le Balouchistan et Karachi où elle achève un premier cycle en relations internationales, sociologie et économie, Khalida a également levé des fonds pour aider les victimes des inondations dans le Sind. Avec le soutien d'Oxfam et de la Fondation Rockdale, elle a réuni des fonds pour 25 000 familles de la zone, secouru 12 000 personnes et participé à la reconstruction.

Regardant en arrière, elle estime que le plus dur a consisté à préserver sa réputation – un concept éminemment culturel, dans une société où l'honneur est sacré, et donc vital. « La question de la respectabilité d'une fille se pose dès qu'elle met le pied hors de la maison », rappelle-t-elle. Ses parents ont toujours été un modèle et un soutien. Mais, en riant, Khalida se souvient tout de même

que sa mère s'est fâchée – « Tu ne trouveras jamais de mari ! » – lorsqu'on l'a invitée à Sydney pour le lancement du partenariat d'Oxfam pour la jeunesse.

Balayant toute relation primaire avec le réel, Khalida relève la tête, plus décidée que jamais à sauver des vies et à inculquer aux femmes l'instinct de protection et de défense de leur droit fondamental à l'existence. ■

Noshan Abbas, 26 ans, est une journaliste pakistanaise, vivant à Islamabad. Elle travaille pour Al Jazeera et les cybermédias BBC Urdu et BBC South Asia. Pour Plan international et Rutgers WPF, elle a élaboré le premier Cadre stratégique pakistanaise pour les adolescents.



© Numair Abbas



📍 Le quartier Shibuya, à Tokyo, est un symbole de la société de consommation japonaise.

localiser leurs proches », se souvient Hironori. À partir de là toute son attitude vis-à-vis du travail et de l'argent a changé : « Je ne pouvais plus travailler sur un projet sans me demander : va-t-il aider quelqu'un ? Je me suis rendu compte que l'importance d'un projet se mesurait davantage à son impact sur la société, qu'au bénéfice pécuniaire qu'il rapportait ».

Bonheur intérieur brut

Déjà, en 1968, le sénateur américain Robert Kennedy, dans son célèbre discours du 18 mars, remettait en question la notion de progrès : « Notre PIB est maintenant estimé à plus de 800 milliards de dollars annuels, mais il inclut la pollution de l'air, la publicité pour le tabac et les courses des ambulances envoyées pour ramasser les accidentés sur nos routes... », indiquait-il. « Par contre, il ne tient compte ni de la santé de nos enfants, ni de la qualité de leur éducation, ni de la gaieté de leurs jeux [...]. Il ne mesure ni notre intelligence, ni notre courage, ni notre sagesse, ni notre niveau d'études, ni notre aptitude à la compassion, ni notre dévouement envers notre pays. En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. »

À son tour, Jigme Singye Wangchuck, l'ancien roi du Bhoutan, préconisait en 1972 un indice de référence alternatif, mesurant la prospérité d'un pays en fonction du bonheur et du bien-être de ses habitants : le Bonheur intérieur brut (BIB).

Depuis, beaucoup d'encre a coulé à ce sujet et dans le Japon d'aujourd'hui, le PIB ne peut plus constituer l'indice numéro un de la prospérité. Ces dix dernières années – donc bien avant le séisme – un bouleversement des valeurs s'est opéré au sein de la société japonaise, notamment chez les jeunes, qui ont tendance à voir plutôt d'un bon œil la stagnation économique qui affecte actuellement le Japon.

« Notre activité économique était démesurée et hors de contrôle. Depuis que je suis petit, j'ai l'impression que tout ce qui m'entoure est excessif », déclare Youki Amagai, étudiant de 23 ans originaire de Chiba. « Je reconnais que l'argent est nécessaire pour vivre, mais ce n'est pas quelque

Une révolution qui ne dit pas son nom

HIROKI YANAGISAWA

Cela faisait un moment que la jeunesse japonaise commençait à s'interroger sur les bienfaits d'une société obsédée par la croissance économique. Quand le séisme et le tsunami ont frappé le pays en mars dernier, des voix se sont élevées en faveur d'un profond changement du système de valeurs, qui donnerait la priorité au bien-être social et à la solidarité.

Le 11 mars 2011, le Japon a été frappé par un tremblement de terre d'une violence sans précédent dans l'histoire moderne, suivi d'un terrible tsunami. Bilan : plus de 14 000 morts et 10 000 disparus. À peine quinze heures après le séisme, Hironori Nakahara, directeur web de 32 ans, avait réussi à lancer avec ces amis le site « buji.me », qui recueille et affiche des informations relatives à la sécurité et à la situation de chaque victime, ville par ville. *Buji* signifie sécurité en japonais.

« La première idée qui m'a traversé l'esprit était : comment aider les victimes ? Dans une situation de ce genre, il faut réagir vite pour sauver autant de vies que possible », note Hironori.

Il a quitté son appartement au centre de Tokyo et a marché pendant trois heures avant d'atteindre la maison de son amie, près du quartier branché de

Shibuya. C'est là que Hironori et ses amis se sont réunis pour discuter de ce qu'ils pouvaient faire, et c'est là que l'idée de « buji.me » est née.

« J'ai commencé à écrire la première ligne de code à 18 heures, cinq heures après le séisme, et nous avons pu mettre le site en ligne dès 6 heures le lendemain matin. J'ai très peu dormi pendant les cinq jours qui ont suivi, consacrant tout mon temps à améliorer le site web pour y héberger autant d'informations que possible sur les victimes. »

Si Hironori et son équipe avaient facturé ce projet, son montant aurait avoisiné les 50 000 dollars. Mais la récompense qu'ils ont reçue est sans commune mesure : « Grâce à ce projet, nous avons reçu de nombreux et touchants messages de personnes qui nous remerciaient de les avoir aidées à

© Zsófia Illosvai

chose qui répond à mes besoins profonds. Au lieu de faire les magasins, je préfère aller voir des personnes plus âgées que moi et partager des idées avec elles. Ce qui m'intéresse en particulier, c'est de discuter de ce que nous pouvons faire pour améliorer notre société, notamment en matière d'environnement, et de mobiliser les gens pour agir », poursuit-il.

Depuis que la loi sur les associations à but non lucratif a été adoptée, en 1998, ce secteur est en pleine expansion au Japon. De nombreuses personnes se sont engagées dans des activités bénévoles. « Pour ce qui est des biens matériels, le Japon a atteint des sommets de sophistication. Mais lorsqu'on se penche sur le système social du pays, on se rend compte qu'il est défaillant et lacunaire. Beaucoup de jeunes actifs et d'organisations non lucratives s'efforcent de combler ce déficit », constate Ikuma Saga, fondateur de *Service Grant*, la principale agence japonaise chargée de mettre en relation les bénévoles avec les associations.

Au vu du recul constant de la croissance démographique japonaise, il est possible qu'un nombre grandissant de pays dépassent le PIB du Japon dans l'avenir proche. Mais il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Le Japon devient certainement plus heureux et plus fort grâce à sa jeunesse. ■

Hiroki Yanagisawa, 33 ans, est journaliste free-lance et fondateur de EDGY JAPAN (edgyjapan.jp), un site web multimédia qui présente et met en relation des talents, des produits et des sites créatifs du Japon. Il vit et travaille entre Tokyo et Hong Kong.



© Terrie Sato

Ils sont jeunes, ils sont interconnectés et ils veulent participer au débat : des jeunes du monde entier ont lancé un mouvement international pour avoir voix au chapitre lors des conférences sur les changements climatiques. Car c'est de leur avenir qu'il s'agit.



Rebelle

Manifestation contre l'industrie minière et pétrolière à Montréal (Canada), lors du Congrès mondial de l'énergie, en septembre 2010.

© François Pesant / Greenpeace

et pour cause

JENS LUBBADEH

« Je ne suis qu'une enfant et je n'ai pas toutes les solutions, mais je veux que vous réalisiez que vous non plus ! »

En 1992, Severn Cullis-Suzuki n'avait que 12 ans lorsqu'elle a prononcé son célèbre discours au Sommet de la Terre des Nations Unies à Rio de Janeiro.

« Vous ne savez pas comment réparer la couche d'ozone. Vous ne savez pas comment ramener le saumon dans les eaux polluées. Vous ne savez pas comment ramener à la vie des animaux désormais éteints. Et vous ne pouvez pas ramener les arbres des zones qui sont maintenant des déserts. Si vous ne savez pas comment réparer tout ça, s'il vous plaît, arrêtez la casse ! »

Près de vingt ans plus tard, l'intervention de Severn Cullis-Suzuki n'a pas été oubliée. Elle fait même un carton sur YouTube. « La jeune fille qui a fait taire le monde pendant six minutes », dit le titre de la vidéo qui, aujourd'hui encore, continue de vous prendre aux tripes.

Severn Cullis-Suzuki est Canadienne, mais elle a pris la parole pour tous les enfants et les jeunes de ce monde, et notamment pour ceux qui n'ont pas eu la chance de grandir dans un pays riche comme le sien. Un tiers de l'humanité est jeune. Ce sont deux milliards de personnes, qui n'ont généralement pas de voix politique. Leur sort repose entre

les mains des adultes. « Vous décidez du monde dans lequel nous allons grandir », déclarait Severn.

Des héritiers endettés

Le conflit de génération est réel : les jeunes ont réalisé que les adultes leur laissent une dette à la fois économique et écologique. En 2010, les 27 États membres de l'Union Européenne (UE) étaient endettés à hauteur de 8,7 billions d'euros. Un billion, c'est un nombre que l'on a peine à se représenter... l'équivalent de mille milliards, soit le chiffre 1 suivi de douze zéros. Chaque enfant européen naît avec un déficit d'environ 17 000 euros sur son compte. Cet endettement traduit la lâcheté politique consistant à se défausser sur ceux qui ne peuvent pas se défendre, car ils sont trop jeunes ou ne sont même pas nés.

La dette écologique accumulée par plusieurs générations depuis près d'un siècle est colossale. Nous consommons plus d'énergie et de ressources fossiles que la planète ne peut le supporter. Depuis le début de l'industrialisation, l'homme dégage une quantité croissante de CO₂ dans l'air. L'effet de serre réchauffe la planète : la température moyenne sur Terre a augmenté de 0,74 degré Celsius depuis 1905. La première décennie du 21^e siècle a été de loin la plus chaude depuis que l'on dispose de relevés de températures. Les conséquences du changement climatique se font déjà

sentir : la banquise arctique recule, le nombre de catastrophes climatiques augmente, le niveau de la mer s'élève, les glaciers fondent.

« Nous n'héritons pas la Terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos petits-enfants », lit-on sur le site du Mouvement international des jeunes pour le climat (<http://youthclimate.org>). Ce proverbe amérindien pose bien le problème : ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui vont payer les frais de notre mode de vie à crédit. « Alors que nous nous dirigeons vers un monde où il faudra limiter les émissions de carbone, ce sont les jeunes qui supporteront toutes les conséquences futures des actions présentes de l'humanité », poursuit le site web.

Le Mouvement des jeunes pour le climat réunit des personnes du monde entier. Il a des antennes dans de nombreux pays sur tous les continents. Depuis la Conférence sur les changements climatiques organisée en 2005 à Montréal (Canada), chaque membre au niveau national envoie des représentants aux rencontres mondiales sur le climat.

« Notre génération a compris que les peuples du monde entier seront affectés par le changement climatique et que nous avons tous le devoir d'agir », explique Neva Frecheville, 29 ans, membre de la coalition britannique où elle coordonne l'engagement international. Clairement, les jeunes d'aujourd'hui ne veulent plus regarder passivement les adultes décider de leur sort : « Nous commençons à montrer que nous n'allons pas accepter cette situation, et que nous allons changer les choses à notre façon », poursuit Neva.

En 2009, les sections nationales ont formé YOUNGO, une association prônant une réduction du CO₂ à l'échelle mondiale de 85 % d'ici à 2050 (par rapport à 1990). YOUNGO a été reconnue officiellement comme un collectif représentant les intérêts des jeunes au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ce statut est provisoire, mais ne devrait pas le rester. « L'année 2011 est cruciale pour le collectif YOUNGO, car son statut sera examiné pour être officialisé », explique Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la CNUCCC. « Cependant, cette officialisation ne signifiera pas le "début"



© Jason deCaires Taylor/Greenpeace
Scène de « *Silent Evolution* » (évolution silencieuse), installation sous-marine de l'artiste britannique Jason deCaires Taylor, évoquant les dangers de l'élévation du niveau de la mer. Créée à l'occasion de la Conférence mondiale sur les changements climatiques (COP16) de 2010 à Cancún, au Mexique, elle met en scène des jeunes qui évoluent dans un univers de 400 sculptures immergées.

de l'engagement, car des enfants et des jeunes participent déjà aux rencontres de la CNUCCC depuis 2000. »

Lors des conférences sur le climat de Copenhague (Danemark) et de Cancún (Mexique), les jeunes se sont pour la première fois exprimés d'une seule et même voix. Certes, ils n'ont pas encore pu participer aux décisions en se joignant aux négociations. « Comme les autres collectifs de la CNUCCC, YOUNGO n'a qu'un statut d'observateur. Nous ne pouvons pas prendre part aux négociations, mais nous pouvons faire du lobbying pour essayer d'influencer les décisions. La reconnaissance du statut d'observateur permet aux jeunes d'avoir plus facilement accès au processus, aux négociateurs et au

secrétariat », explique Neva. Christiana Figueres le confirme : « Le statut de collectif facilite les échanges d'information entre les jeunes et le secrétariat et il aide à orchestrer la participation active des jeunes représentants lors des réunions de la CNUCCC. » En outre, « les membres de YOUNGO sont également invités à prendre la parole, ce qui permet aux jeunes du monde entier de s'exprimer au niveau le plus élevé de la CNUCCC », affirme Neva.

Il est à souligner que depuis six ans, les jeunes militants organisent régulièrement leur propre conférence, qui se tient toujours quelques jours avant la conférence mondiale sur le climat.

Pas si apolitiques que ça

On dit souvent que les jeunes d'aujourd'hui sont apolitiques. En y regardant de plus près, la réalité est plus complexe. Certes, les jeunes s'intéressent peu à la politique traditionnelle et encore moins à ceux qui l'exercent. Ils ne tiennent pas en haute estime les partis et les hommes politiques : seul un tiers environ des Européens âgés de 16 à 29 ans leur fait confiance. Mais ce chiffre n'est pas plus élevé chez les personnes plus âgées. Cécile Lecomte, jeune Française de 29 ans, milite pour l'environnement. Elle vit dans la ville de Lunebourg, dans le nord de l'Allemagne. Elle s'est notamment fait remarquer par ses spectaculaires actions de blocage de trains transportant des déchets nucléaires en se suspendant au-dessus des voies. Selon elle, « le désintérêt politique n'est pas propre aux jeunes ».

La faiblesse de l'engagement politique traditionnel des jeunes est certainement liée à cette perte de confiance dans les hommes politiques. Selon Eurostat*, seuls 4 % des jeunes Européens sont membres d'un parti. Et seuls 16 % pensent que la voie parlementaire est la meilleure façon de se faire entendre.

En réalité, ils s'engagent en politique d'une autre manière : « Nous sommes extrêmement politisés et cette tendance va croissant, car nous nous sentons de plus en plus exclus et déçus », affirme Neva. Les jeunes Européens estiment que l'engagement politique extraparlimentaire – organiser des débats (30 %), participer à des manifestations (13 %) ou soutenir une pétition ou des ONG (11 %) – est bien plus efficace. Cécile est du même avis. Elle trouve que ces dernières années, l'engagement des jeunes dans les actions de protestation a véritablement explosé.

Cette tendance s'observe dans le monde entier, notamment dans les pays où la voie politique traditionnelle est verrouillée, faute de démocratie. « De nombreux mouvements menés par des jeunes sont nés récemment, que ce soit au Royaume-Uni au sujet des frais de scolarité, ou dans des pays comme l'Égypte et la Tunisie », commente Neva. « Les jeunes Européens s'unissent pour

Les chiffres concernant la jeunesse en Europe cités dans cet article proviennent de *Youth in Europe, A statistical portrait, 2009 edition*, Eurostat, Commission Européenne.



© Boy Scouts of the Philippines

Jeune scout nettoyant la baie de Manille dans le cadre du projet Ticket to life, Philippines.

contourner les ONG "adultes" et influencer sur la politique de l'UE. »

Pour Christiana Figueres, il est encore plus important que les jeunes s'engagent au niveau national : « J'encourage sans cesse les jeunes à participer activement au développement de capacités de négociation et de politiques environnementales dans leur pays », affirme-t-elle. « C'est à ce niveau qu'ils peuvent le plus inciter les gouvernements à prendre des mesures à long terme, en leur faisant comprendre que c'est la génération future qui sera la plus affectée par le changement climatique. »

Il est intéressant de constater que la confiance des jeunes dans les institutions politiques (parlements, etc.) est bien plus élevée que leur confiance dans les hommes politiques eux-mêmes. Les institutions supranationales bénéficient d'encore plus de suffrages : 70 % des jeunes ont de l'estime pour le Parlement européen et les Nations Unies. Sur ce point, les jeunes se différencient nettement des personnes plus âgées. Ils ne pensent probablement plus tant en termes de frontières et voient la mise en réseau et la coopération comme des éléments positifs, qui inspirent confiance. Neva le confirme : « Les jeunes montrent qu'il est possible de mettre les intérêts nationaux de côté afin de collaborer pour le bien commun ».

L'influence d'internet a certainement quelque chose à voir là-dedans. En 2008, 70 % utilisaient le web tous les jours, et ce chiffre est en hausse ces dernières années. Sur ce point également, on note un réel fossé entre

les générations : les jeunes maîtrisent bien mieux les possibilités d'internet que les personnes plus âgées. Les réseaux sociaux, Twitter et les chats sont bien plus utilisés et marquent un nouveau style de relation et de contact : « Nous utilisons des médias sociaux innovants de manière bien plus efficace que les délégués plus âgés de la CNUCCC », explique Neva. « Nous sommes plus créatifs, innovants et ludiques, car nous ne sommes pas freinés par des styles et des habitudes de campagne dépassés, nous créons en permanence de nouvelles approches. Notre discours est souvent bien plus positif, plutôt pro qu'anti. Nous essayons d'imaginer l'avenir dans lequel nous souhaitons vivre. » ■

Jens Lubadeh, 36 ans, est journaliste au *Greenpeace Magazine*, Allemagne. Il est correspondant du *Courrier de l'UNESCO* depuis 2009.



© Claudia Wüstenhagen

C'est ça ou rien

En décembre 2009, à Copenhague, au Danemark, d'étranges médecins abordent les passants, leur proposant un bilan de santé et des ordonnances. Leur attitude tranche avec l'image qu'on se fait des vieux et doctes médecins chinois dont ils portent la tenue traditionnelle. Et pour cause : ils ne sont pas plus médecins que les passants ne sont malades. Mais le diagnostic qu'ils portent sur notre planète est bien réel.

ZHAO YING

Zhan Yufeng travaille douze heures par jour, sept jours sur sept. Ce jeune homme de 24 ans est à la tête du Réseau d'action pour le climat des jeunes Chinois (*China Youth Climate Action Network* – CYCAN), une association à but non lucratif. « J'ai des journées très chargées. Je passe mon temps à former des bénévoles, collecter des fonds, rencontrer des partenaires », explique-t-il. « Parfois je reste au bureau toute la nuit. »

Depuis l'année dernière, Zhan est titulaire d'un diplôme en art et design de l'Institut de la mode de Beijing. Quand il a été invité à participer à la préparation d'une campagne du CYCAN pour la Journée des Nations Unies, le 24 octobre 2009, Zhan ne connaissait pas grand chose au changement climatique.

Mais il a conçu le logo, les posters et les brochures de cette campagne qui a fini par attirer des groupes d'étudiants de 200 universités de tout le pays et une cinquantaine d'ONG. Elle a touché plus de 5 millions de personnes. « Pendant un mois, j'ai travaillé dur avec de nombreux bénévoles. Je suis devenu accro. Ça a été comme un coup de foudre », se rappelle Zhan.

Plus de 30 000 jeunes ont participé directement à cette journée soutenue par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et d'autres organisations. Ils ont réalisé des happenings, ont utilisé des ventilateurs pour faire fondre des montagnes de neige, ou se sont peints le torse en bleu pour rappeler au public que le niveau de la mer monte sous l'effet du réchauffement climatique, ils se sont déplacés en vélo ou en skate au lieu de prendre leur voiture, etc.

« Mes compagnons étaient passionnés et dynamiques. J'ai senti leur dévouement, leur persévérance et leur énergie », explique Zhan, qui ajoute que cet événement lui a montré un autre versant de la société consumériste, où les jeunes s'engagent à fond pour une planète plus verte et un avenir plus propre.

À la suite de cette campagne, les responsables du CYCAN ont commencé à recruter des candidats pour la 15^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP15), convoquée à Copenhague au Danemark en décembre 2009, composant ainsi la première délégation de jeunes Chinois appelée à participer à des discussions internationales sur le climat.



L'enjeu était crucial, car ils s'étaient rendus compte qu'il n'y avait eu qu'un seul jeune Chinois aux négociations sur le climat de Poznan (Pologne) en 2008, alors que des centaines de jeunes des États-Unis, d'Europe et d'autres régions du monde avaient pris part aux débats.

Zhan avait hésité : « Je trouvais que mon anglais n'était pas assez bon pour participer à une conférence internationale. J'avais peur de ne pas être à la hauteur ». Mais il a finalement rejoint la délégation comme photographe et concepteur de programmes.

En plus de concevoir des slogans, des tee-shirts et des posters et d'assurer la couverture photographique de la conférence, Zhan et ses compagnons ont organisé des événements, comme ce « diagnostic d'une planète malade » : habillés en médecins traditionnels chinois, ils proposaient des « bilans de santé » aux participants. Ceux qui signaient des pétitions contre le réchauffement climatique recevaient des « ordonnances » pour lutter contre les maux de la planète.

L'équipe a également pu débattre avec d'éminents responsables chinois et étrangers, correspondants de presse et négociateurs climatiques, comme le vice-ministre chinois de la Commission



📍 Zhan Yufeng manifeste à Copenhague, au Danemark, lors de la 15e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP15), arborant le slogan de son association.

La planète passe avant la mode

S'il était, comme prévu, devenu designer professionnel à la fin de ses études, son revenu serait sans doute trois fois plus élevé. Mais, dit-il, « je ne suis pas pressé de gagner de l'argent. À mon âge, ce qui compte, c'est d'améliorer ses compétences générales. Le CYCAN est un endroit où je peux apprendre en permanence en croisant des gens de tous les milieux ».

La collecte de fonds et l'encadrement des bénévoles est pour lui une préoccupation. L'an dernier, les employés du CYCAN n'ont pas été payés pendant trois mois. « Nous avons souffert, mais nous avons résolu le problème en présentant des plans constructifs aux fondations et aux sponsors », dit-il.

Certains meneurs ont aussi quitté le CYCAN pour entamer de nouvelles carrières ou étudier à l'étranger, obligeant l'organisation à rechercher du sang neuf. « Il y a en Chine d'innombrables associations de jeunes, mais il leur faut de toute urgence améliorer leur expertise si elles veulent se faire entendre », conclut-il. ■

© Avec l'aimable autorisation de Zhan Yufeng

sur le développement d'État et la réforme, Xie Zhenhua, ou le secrétaire au Commerce américain, Gary Locke.

Leur slogan était *No Other Way* (C'est ça ou rien). Son abréviation, NOW (maintenant), appelle à agir immédiatement pour réduire les émissions de carbone et enrayer le réchauffement climatique.

Écouter ne suffit pas

COP15 a révélé à Zhan le retard des jeunes Chinois, notamment en matière linguistique. La plupart de ses compagnons comprenaient la teneur des discours, mais une poignée seulement étaient capables de s'exprimer en anglais. Zhan a été par contre très impressionné par le professionnalisme des autres jeunes délégués étrangers : « Expérimentés, pleinement au fait des mécanismes et des politiques de la conférence... Ils ont fait des propositions géniales, et, nous, nous avons écouté ».

Les universités chinoises offrent en effet peu de formations spécialisées dans les questions climatiques, et les jeunes militants chinois n'ont pas souvent l'occasion d'échanger des informations sur ce sujet avec leurs homologues étrangers.

En vue de COP15, le CYCAN avait formé tous les délégués sur le

fonctionnement des débats, la problématique du changement climatique, la collecte de fonds, les relations publiques et la gestion d'événements. Mais Zhan fait remarquer que ce n'est pas suffisant et qu'il faut aux jeunes une formation et une mise à niveau constantes. Dès son retour en Chine, il s'est fait embaucher à plein temps au CYCAN.

Fondée en 2007 par sept groupes de jeunes Chinois, l'ONG ne compte que trois salariés permanents. Une grande partie de son action repose sur les 51 bénévoles vivant à Beijing et sur un noyau de neuf membres vivant ou étudiant à l'étranger.

Zhan est monté à la tête de l'association suite à une série de campagnes majeures, notamment le Sommet international des jeunes sur l'énergie et le changement climatique organisé en juillet 2010 à Shanghai, et un concours d'énergie verte, *Great Power Race*, qui a attiré un millier d'universités chinoises, indiennes et américaines.

Originaire de la province côtière de Guangdong, dans le sud de la Chine, Zhan avait l'habitude de courir les galeries d'art de la capitale, d'aller au cinéma et au théâtre, et de jouer au billard avec ses amis après les cours. Son nouvel emploi du temps professionnel ne le lui permet plus.

Zhao Ying, 34 ans, à l'Expo Shanghai 2010, qu'elle couvrait pour le compte de l'agence de presse Xinhua, où elle est employée depuis 1999. Elle est actuellement journaliste à *China Features*, une section de Xinhua.



© DR



© Gerardo Montes de Oca Valadez (Guadalajara)

La vie à vélo

Un beau matin, au tout début de cette année 2011, une trentaine de jeunes assiègent l'avenue Santa Margarita à Zapopan, municipalité de l'État de Jalisco, au Mexique. Ils fixent une machine de traçage à un tricycle de transport et c'est parti ! En fin de matinée, une ligne blanche borde l'avenue sur cinq kilomètres de long, des pictogrammes de vélo sont dessinés au sol, des panneaux de signalisation attachés aux poteaux.

RUTH PÉREZ LÓPEZ

Les photos sont de **Gerardo Montes de Oca Valadez**, 33 ans, psychologue et artiste visuel mexicain. Il est membre de *Ciudad Para Todos*. Pour plus d'informations : <http://gmove.wordpress.com/> et <http://www.flickr.com/photos/gmov/>

À peine née, la nouvelle voie est baptisée : *Ciclovia Ciudadana* (Piste cyclable citoyenne). Les jeunes l'ont entièrement payée de leur poche : l'équivalent de 1 000 dollars. Bien que tracée sans autorisation, elle ne reste pas longtemps illégale. Dès le lendemain, le Secrétariat aux Transports de l'État de Jalisco se prononce en faveur de l'initiative. Il s'engage non seulement à améliorer la piste et à la faire respecter, mais aussi à officialiser à l'avenir toute initiative citoyenne de ce genre, du moment qu'elle est conforme au Plan directeur de mobilité non-motorisée.

De quel plan s'agit-il ? Pour le savoir, il faut remonter à 2007, à Guadalajara, deuxième ville du Mexique et capitale de l'État de Jalisco. Une protestation citoyenne s'organise contre la transformation de l'avenue López Mateos en voie rapide. Paulina, qui se rend à l'université en voiture, aurait pu trouver un intérêt personnel, mais elle estime que le projet est monté sans concertation avec la population locale et qu'il va à l'encontre de ses besoins. À cette époque, elle suit justement une formation sur la gouvernance et la transparence de l'action publique. Quant à Jesús, étudiant en philosophie adepte du vélo, il ne peut que s'opposer à un projet d'aménagement urbain qui privilégie l'usage de l'automobile.

Aujourd'hui, à 24 et 27 ans respectivement, ils sont devenus de véritables experts en urbanisme et développement durable. Ils s'expriment avec professionnalisme, négocient avec les autorités, parlent aux médias. « Il a bien fallu apprendre à débattre et à exposer nos arguments face aux décideurs politiques », déclare Jesús. D'autant que leur première protestation liée à l'avenue López Mateos n'avait pas abouti aux résultats escomptés. Mais elle a donné un autre fruit, qui s'inscrit durablement dans la vie de la cité : la naissance du mouvement citoyen *Ciudad Para Todos* (Ville pour tous).

Cela faisait donc quelques années déjà que les jeunes de *Ciudad Para Todos* avaient entamé le dialogue avec le gouvernement de Jalisco pour le convaincre de l'importance de tracer un réseau de pistes cyclables dans la zone métropolitaine de Guadalajara, qui couvre huit municipalités, dont Zapopan. Il avait abouti à l'élaboration du Plan directeur de mobilité non-motorisée, document d'un millier de pages rédigé par un cabinet-conseil avec la participation de la société civile. La lutte semblait gagnée, quand un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir, moins sensible au sujet. Armés de patience, les jeunes ont recommencé à zéro. Ils ont fait des démarches pour convaincre les nouvelles autorités



Scène du projet
« Parc nomade ».
© Gerardo Montes
de Oca Valadez,
Guadalajara

d'allouer des fonds à l'exécution du Plan. Mais c'était peine perdue. Alors, ils ont décidé d'agir par d'autres moyens et de tracer eux-mêmes leur piste cyclable. « On ne disposait d'aucun moyen légal pour les obliger à exécuter le Plan », se souvient Jesús, « alors on a décidé de s'en charger. » Les autorités ayant finalement donné leur bénédiction, une nouvelle piste cyclable a vu le jour à Zapopan en mars dernier, suivant la même méthode.

Convivialité rime avec sécurité

Mais le combat des jeunes de *Ciudad Para Todos* ne s'arrête pas là. Ces dernières années, ils ont lancé de nombreuses activités dans différents quartiers de la ville, afin de récupérer les espaces publics. S'opposant à la construction d'une voie rapide sur l'avenue Inglaterra, ils ont lancé avec le soutien des riverains un projet de « parc linéaire », visant à valoriser le terre-plein central qui sépare les deux voies de circulation. Ils l'ont transformé en promenade où ils se retrouvent tous les samedis pour mener toutes sortes d'activités : plantation d'arbres, création d'un jardin, organisation de spectacles pour enfants, etc. Le « parc nomade » est le nom d'une autre de leurs actions, qui consiste à occuper des espaces destinés à l'automobile en s'installant sur une ou deux voies de circulation pour y

proposer des jeux, faire de la musique, organiser des courses ou encore jouer au football. L'objectif n'est pas de bloquer la circulation des voitures, mais de la ralentir et de pallier le manque d'espaces récréatifs de la ville. La nuit tombée, ils organisent des projections de films et de documentaires en plein air.

C'est dire que ces jeunes ne se contentent pas de protester : enthousiastes, ils proposent, de manière dynamique et ludique, des formes alternatives de développement urbain. Aux dires de Gerardo, militant du mouvement et auteur des photos illustrant cet article, l'espace public doit être aménagé de manière à faciliter les échanges entre les personnes. Il doit « inviter à la convivialité, renforcer la cohésion sociale et préserver l'identité des quartiers ». Gerardo précise que les actions menées par ces jeunes visent à transformer la ville et les modes de sociabilité dans l'espace public, de manière à combattre l'insécurité en milieu urbain. En outre, elles contribuent à la construction de la citoyenneté et au développement de processus participatifs de prise de décision. Dans ce sens, leurs actions n'ont pas seulement un impact sur l'espace public et la vie quotidienne des habitants, mais aussi sur la vie politique de la ville. ■

« La vie, c'est comme une bicyclette, il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre. »

Attribué à Albert Einstein

Ruth Pérez López, 34 ans, est une socio-anthropologue espagnole, militante au sein de Bicitikas A.C., association qui promeut le vélo et le transport durable à Mexico. Elle a publié plusieurs livres et articles sur la pauvreté, la jeunesse, l'espace public et le changement social.
<http://bicitikas.org/>



© Annika Börm, Mexico

Qu'est-ce qui peut servir à la fois de réservoir d'eau, de site d'hivernage, d'abri, d'igloo, de moulin à eau, de canot et de radeau ? Difficile de trouver la réponse, n'est-ce pas ? Pourtant, la chose existe, elle est fabriquée avec des bouteilles en plastique et des câbles de récupération, et elle s'appelle écocylindre. Son inventeur, le jeune architecte de 26 ans Carlos Bartesaghi Koc, raconte pourquoi il a inventé cet engin, parmi bien d'autres.

CARLOS BARTESAGHI KOC

© Carlos Bartesaghi Koc



Archi écolo

On se demande souvent ce qui détermine le cours de nos vies. En ce qui me concerne, ce fut une grave maladie, qui a contraint l'enfant que j'étais à garder le lit plusieurs mois, entre la vie et la mort. Pendant cette longue période de solitude, la lecture et la méditation se sont converties en dures leçons qui ont fortifié mon esprit et mon caractère.

Après plusieurs années de lutte, j'ai recouvré la santé, avec le sentiment qu'une seconde chance m'était donnée, qu'il me fallait saisir pour faire de ma vie et de mon travail des instruments de changement et de progrès au service des plus démunis.

L'architecture – profession que j'ai choisie tout petit – est considérée comme une carrière très éloignée des sociétés défavorisées : on la croit surtout l'alliée du prestige et de la célébrité que de nombreux architectes obtiennent grâce à des réalisations spectaculaires et coûteuses. J'ai voulu quant à moi

changer cette image vieille et désuète de l'impact que peut avoir l'architecte sur la société. Et j'ai décidé de me consacrer entièrement au développement de projets et de recherches dans le domaine de l'architecture durable, des nouvelles technologies, du changement climatique et des solutions que l'architecture peut apporter face aux risques naturels.

Après des années d'efforts, je suis sorti premier de l'université San Agustín d'Arequipa, dans ma ville natale, au Pérou. Ça a été le premier coup de pouce. Quelques mois plus tard, j'ai eu la chance de participer à un concours international d'initiatives environnementales. Avec le soutien de mes mentors, j'ai préparé un projet de régénération du bassin hydrographique de la rivière d'Arequipa, visant à préserver l'activité agricole tout en encourageant le tourisme participatif dans les zones de culture.

Mon projet a été primé et j'ai gagné un voyage en Allemagne pour participer

à la Conférence des jeunes adultes sur l'environnement organisée par la société Bayer. Nous nous sommes retrouvés à plus d'une centaine de jeunes environnementalistes pour un échange à la fois scientifique et culturel sur les moyens de lutter efficacement contre le changement climatique

C'est grâce à ce voyage que j'ai commencé d'écrire aussi dans les colonnes de *Tunza*, le magazine du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dédié aux jeunes. Et c'est par ce biais que j'ai pu échanger mes opinions et mes expériences avec beaucoup d'autres jeunes au niveau mondial, ce qui s'est révélé une formidable source d'inspiration et de motivation.

Cet article est le fruit d'une collaboration avec *Tunza*, magazine du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dédié aux jeunes. Consultez son site : <http://tunza.mobi/fr/>

J'ai ensuite organisé des expositions, des événements et des campagnes, j'ai donné des conférences et j'ai été pris comme assistant à l'université. En collaboration avec une ONG locale, j'ai pu concevoir des projets sociaux et environnementaux de plus grande envergure qui m'ont fait voyager à travers la sierra péruvienne et m'ont permis de me faire une idée de la pauvreté et de la désintégration sociale qui s'accroît chaque jour dans notre pays.

Technologies innovantes

Cette expérience a affermi ma conviction de toujours : dans des pays émergents comme le mien, il faut appliquer des technologies d'un très faible coût, susceptibles d'être adaptées à différents contextes sociaux, culturels et économiques. C'est ainsi qu'est née, par exemple, l'idée de l'écocylindre, un abri multifonctions que j'ai élaboré à partir de bouteilles en plastique et de câbles de récupération formant des parois entrelacées accolées l'une à l'autre. Ce cylindre peut être utilisé et adapté de mille manières selon le lieu, les besoins ou les conditions climatiques. Il peut servir de réservoir d'eau, de site d'hivernage, d'abri, d'igloo, de moulin à eau, de canot ou de radeau.

D'autres projets, comme « Agrotourisme systémique » ou « Carrières écotouristiques », participent de cette même idée initiale de fusionner les activités locales, agricoles ou industrielles, et le tourisme participatif. Dans le premier cas, les habitants hébergent gratuitement les touristes qui, en échange, leur donnent un coup de main et apprennent d'eux les techniques agricoles ancestrales. Le projet prévoit également des « abris autoconstruits », bâtiments fabriqués

Vue panoramique du projet « Agrotourisme systémique » contenant des « abris autoconstruits », 2009.
© Carlos Bartsaghi Koc



📍 L'architecte péruvien Carlos Bartsaghi Koc fait un exposé à Leverkusen (Allemagne), en 2007, en sa qualité de « jeune envoyé environnemental » de Bayer.

© Bayer AG



📍 L'écocylindre de Carlos peut être utilisé et adapté de mille manières selon le lieu, les besoins ou les conditions climatiques.

© Carlos Bartsaghi Koc



© Carlos Bartsaghi Koc

par les paysans à partir du recyclage et de la réutilisation de résidus produits dans les grandes villes. Pour ce qui est du second projet, il s'agit d'un design urbain pour de nouveaux circuits touristiques à l'intérieur des célèbres carrières de *sillar* (une pierre volcanique) d'Arequipa. La création de ces circuits créera de nouveaux emplois, tout en protégeant et améliorant les conditions de santé et de sécurité des ouvriers des carrières, menacés par une expropriation sauvage.

Actuellement, je travaille à un projet d'usine de traitement des déchets urbains de la ville d'Arequipa (thèse de titularisation), qui comprend la création d'un site d'enfouissement contrôlé et sa réhabilitation en parc paysager en fin de vie utile. Il prévoit la construction d'une usine de triage des déchets inorganiques et d'une usine de production de compost. Les travailleurs informels qui s'y trouvent actuellement bénéficieront d'un contrat de travail en bonne et due forme, assorti de meilleures conditions de santé, d'hygiène et de sécurité. On leur offrira aussi des possibilités en matière de formation, de garde d'enfants et de loisirs au sein de ces mêmes infrastructures. Les enfants et les jeunes pourront visiter un musée de la décharge et suivre des parcours éducatifs à l'intérieur de l'usine.

Dans les années à venir, j'espère continuer d'enseigner et de développer une architecture à faible coût, respectueuse de l'environnement. Mon objectif : contribuer à faire de ce monde un lieu plus juste et plus digne pour l'homme et pour la nature. ■

Site de Carlos Bartsaghi Koc : <http://www.wix.com/carlosbartsaghi/koc/cbk>



Toutes les générations ont participé à la révolution, même celles qui ne sont plus là.



*Khaled Youssef à l'UNESCO, lors de la projection de son film Le Chaos, le 13 avril 2011.
© UNESCO/Michel Ravassard*

La révolution

un haut fait de civilisation

Qu'il puisse être l'auteur de films ayant préparé le terrain à la révolution égyptienne de janvier 2011 est une accusation qu'il ne nie pas et un honneur qu'il ne revendique pas. Pour Khaled Youssef, coréalisateur avec Youssef Chahine du *Chaos* (2007), le « printemps arabe » traverse les générations et les frontières. Il livre ici sa vision des événements et de leurs conséquences sur l'échiquier des arts, de la société et de la politique internationale.

KHALED YOUSSEF répond aux questions de Khaled Abu Hijleh

Vous faites partie des éminents défenseurs des revendications portées par la révolution du 25 janvier en Égypte, à laquelle vous avez activement participé. Quelles étaient vos motivations ?

Je pense que ma participation allait de soi. J'ai en effet pris part à la grande majorité des manifestations contre le

régime depuis les années 1980, en tant que président du syndicat des étudiants. Puis, dans les années 1990, nous nous sommes opposés aux décisions du gouvernement, notamment sur la guerre du Golfe, mais aussi à sa politique intérieure, marquée par l'oppression et les injustices sociales.

Aussi, lorsque les jeunes ont lancé sur Facebook l'appel à manifester (il s'agissait alors de dénoncer les pratiques répressives des forces de l'ordre), il était pour moi tout naturel de m'y associer, dès le premier jour.

Quand nous sommes parvenus à la place Tahrir, le 25 janvier 2011, nous étions quelque 20 000 à 25 000

manifestants. Mais au fil des heures, le nombre des protestataires a grossi par dizaines de milliers, jusqu'à atteindre quelque 80 000 personnes au milieu de la nuit. Là, le pouvoir a ordonné le recours à la force pour disperser les manifestants, et j'ai vu dans le regard des jeunes une détermination qu'il n'y avait pas dans celui des militants de ma génération. Les jeunes se sont opposés aux forces de l'ordre avec une ténacité que je n'avais jamais observée au cours des manifestations précédentes. J'ai pensé que c'était le signe précurseur d'une révolution. Et j'en ai eu la certitude le vendredi 28 janvier quand nous sommes descendus dans les rues, divisés en trois groupes, l'un partant de la mosquée Moustapha Mahmoud, dans le quartier de Mouhandissin, l'autre de la mosquée Al-Istiqaama, à Jizzeh, et le troisième de la mosquée Al-Nour, dans le quartier d'Abbassiya, tous en direction de la place Tahrir, au cœur de la capitale. Je me trouvais dans le premier groupe. Pour me faire une idée de l'ampleur du cortège qui nous

suivait, j'ai grimpé à l'arrière d'un pick-up. La foule qui s'étendait sous mes yeux était si grande que je ne pouvais en voir le bout. Je me suis dit : ça y est, c'est la révolution.

Pensez-vous que les films que vous avez réalisés avec le grand cinéaste égyptien Youssef Chahine, comme *Le Chaos*, en 2007, ont contribué à une prise de conscience politique chez la jeunesse égyptienne ?

Je ne peux prétendre à l'honneur d'avoir inspiré cette révolution. Disons que c'est à la fois une accusation que je ne nie pas, et un honneur que je ne revendique pas. Mais certains estiment, en effet, que nos films, dont une partie date des années 1980, ont joué un rôle majeur dans la formation de la conscience de ces nouvelles générations qui étaient à l'avant-garde de la révolution.

La jeunesse d'un pays n'est pas une « génération spontanée ». La prise de conscience des jeunes est le fruit de l'influence de toutes les formes d'expression humaine, de la poésie à la politique, en passant par la musique, le théâtre, le cinéma. On pourrait donc affirmer que toutes les générations ont pris part à cette révolution, même celles qui ne sont plus là : pour moi, le cinéaste Atef Al-Tayeb [1947-1995] y a participé au même titre que

Youssef Chahine [1926-2008], ainsi que tous ceux qui ont misé sur la volonté des peuples et qui ont pris le parti des simples gens.

La révolution du 25 janvier influencera-t-elle le choix de vos prochains films, au sens où elle inaugure une ère nouvelle ?

Sans aucun doute, cette révolution va changer non seulement la nature des œuvres cinématographiques, mais encore toutes les formes d'art et de littérature. Je pense que la renaissance sociale à laquelle nous aspirons s'accompagnera d'une renaissance culturelle. De nouvelles thématiques vont s'imposer, ainsi que de nouvelles façons de les aborder et de les représenter, reflétant ainsi l'interaction dialectique entre le climat politique et la production artistique.

En regardant en arrière, on verra que la révolution du 23 juillet 1952 [qui a conduit à la proclamation de la république d'Égypte] a marqué un tournant dans l'histoire du cinéma. Jusqu'aux histoires sentimentales s'en sont trouvées modifiées. Il n'y a pas de séparation entre les sphères publique et privée. Cela me rappelle un vers du grand poète syrien Nizar Qabbani [1923-1998], qui se demandait si deux amoureux pouvaient se retrouver sur les bords du Nil ou de l'Euphrate sans voir passer au-dessus de leurs têtes des avions partis frapper des enfants palestiniens, irakiens ou libanais.

Cela dit, je pense qu'on va assister à une profonde renaissance

Des étudiants de l'Université américaine du Caire manifestent pour sensibiliser leurs pairs à la nécessité d'une transition démocratique en Égypte.



des arts et des lettres dans notre pays, mais pas dans l'immédiat, car il faut un temps de maturation.

Nous nous dirigeons vers de profonds changements, et quiconque ne sera pas de taille à affronter la nouvelle Égypte qui se construit en ce moment se retrouvera isolé dans son coin.

Quant au cinéma, on sait bien que c'est une question de vision. Mais une vision sans perspective d'avenir reste stérile. Le cinéma doit donc à la fois être ancré dans la réalité pour la refléter fidèlement, et se montrer visionnaire.

Bien qu'il soit peut-être trop tôt pour tirer les conclusions de la révolution du 25 janvier, trouvez-vous satisfaisants les premiers résultats obtenus à ce jour ?

Je suis tout à fait satisfait des acquis qu'a apportés cette révolution, et très optimiste quant aux réalisations à venir. La révolution est une science du changement. Elle a déjà mené à un changement du système politique. Il s'agit d'une chute emblématique du régime, que nous sommes en train de remplacer par un nouveau, en nous fondant sur les principes de liberté, d'égalité, de démocratie et de justice sociale, autant de revendications phares de cette révolution. Je pense que ces principes portés par les manifestants vont transformer jusqu'au modèle social égyptien. Après la révolution du 23 juillet 1952, on a vu les classes moyennes progresser au sein de la société de 5 % à 90 %, un changement radical pour la société égyptienne d'alors. Je crois donc que cette révolution-ci va prochainement transformer, de la même manière, l'ordre social établi, ainsi que la nature et la structure mêmes de la société. Car il n'est pas possible d'aller contre la volonté des Égyptiens qui ont fait cette révolution.

J'ai toujours estimé que la volonté des peuples porte en elle la volonté divine, que personne ne peut vaincre. Le peuple égyptien a pris les choses en main par cette initiative – je veux parler de cette grande révolution qui constitue un haut fait de civilisation. Il me semble très peu probable que les changements à venir restent superficiels ou que le nouveau pouvoir se construise sur un appareil sécuritaire et répressif comme l'a fait le précédent régime.

Vous avez déclaré que nous nous dirigeons vers un monde multipolaire dans lequel le monde arabe, emmené par l'Égypte, aurait une place de choix. Peut-on s'attendre à une transformation globale du monde arabe qui confirmerait cette vision des choses ?

(Rires) Je ne suis pas surpris de l'engouement général pour l'idée d'un « printemps » arabe ! Tout le monde en fait état, ce n'est donc pas une illusion. La dynamique révolutionnaire actuelle était prévisible. Et lorsqu'une puissance régionale de l'importance de l'Égypte vit une révolution, on peut être sûr de son impact. Il ne s'agit pas là de chauvinisme, mais d'une réalité historique et géographique : un changement en Égypte retentit nécessairement sur l'ensemble du monde arabe. De même, lorsque, ces quarante dernières années, l'Égypte repliée sur elle-même n'a pas joué son rôle, le monde arabe s'est affaibli et l'Égypte en a été diminuée. Mais lorsqu'elle occupera sa véritable place de leader, le monde arabe vivra une seconde renaissance, cela ne fait aucun doute.

Les révolutions ne prendront pas nécessairement la même forme dans les autres pays. Chaque société arabe possède son propre mode de fonctionnement. Mais elles vont évoluer et les différents régimes sauront sans doute ménager un espace pour la participation citoyenne, la démocratie et la liberté d'expression, ainsi que pour un partage équitable des richesses.



© Tadrart Films
Affiche française du film *Le Chaos* de Khaled Youssef.

Quant à la multipolarité, l'histoire l'a prouvé : lorsqu'une seule nation exerce son emprise au point de guider le monde, cela ne peut être qu'une phase de transition entre deux étapes dans la marche de l'humanité. Il est clair que les États-Unis conserveront un rôle dominant, mais qu'ils devront le partager avec d'autres : la Russie, le Japon, la Chine, l'Europe avec à sa tête l'Allemagne ou la France, et le monde arabe emmené par l'Égypte. Le monde arabe entrera ainsi dans le concert des nations en tant que sixième puissance mondiale. Face aux intérêts des grandes puissances, il aura en mains ses propres cartes qu'il posera lui aussi sur la table des grands. ■

Sans Youssef Chahine, je ne serais pas cinéaste

« Après Dieu, c'est à Youssef Chahine que je dois mon existence en tant que cinéaste. Non seulement parce qu'il m'a formé au cinéma et donné l'occasion d'en faire mon métier, mais parce que, sans lui, je n'aurais jamais eu l'idée de faire du cinéma. J'ai rencontré Youssef Chahine quand je faisais mes études d'ingénieur. Il a décelé en moi un talent que je ne soupçonnais pas et que je n'ai cessé de nier par la suite. Trois ans plus tard, j'ai quand même fini par me dire que je ne perdais rien à essayer. C'est à ce moment-là seulement que j'ai compris qu'il avait raison. Voici pourquoi j'estime que je lui dois tout.

Les dix premières années de ma collaboration avec Youssef Chahine, à titre de scénariste de ses films et d'assistant réalisateur, ont été décisives pour ma carrière. C'est là que j'ai appris mon métier. Mon premier long-métrage, *La Tempête*, réalisé en 2000, ouvre la seconde étape qui marque mes vrais débuts de cinéaste. J'ai ensuite réalisé onze films jusqu'en 2011, un par an en moyenne. Certains sont à marquer d'une pierre blanche, comme *Le Chaos*, *Au moment de prospérité* ou *La boutique de Chahata*. Ce sont les films qui ont suscité le plus d'intérêt au sein de la société égyptienne et qui ont remporté le plus grand succès, tant auprès de la critique que des festivals. Les critiques s'accordent d'ailleurs à dire qu'ils ont contribué à faire évoluer l'opinion publique en Égypte ces dix dernières années, sur le plan politique, social et artistique. » – **Khaled Youssef**



© 2007 Nigel Parry/CPI



© UNESCO/Ana Freindorf

Forest Whitaker, Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO

En reconnaissance de son engagement artistique et humanitaire, l'acteur américain Forest Whitaker a été nommé Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO pour la paix et la réconciliation, le 21 juin 2011, au siège de l'Organisation.

Ce cinquantenaire originaire du Texas qui, parmi ses nombreux rôles, a magistralement incarné celui du dictateur ougandais Idi Amin Dada dans *Le dernier roi d'Écosse* de Kevin Macdonald, réalise actuellement un film, *Better Angels*. Sous ce titre, inspiré du discours inaugural du président Lincoln, se dissimule l'histoire des enfants soldats d'Ouganda.

Forest Whitaker est également connu pour son engagement humanitaire, qui lui a valu le Prix Humanitas. Ce dernier récompense un scénario de cinéma ou de télévision qui promeut la dignité humaine et la liberté, ainsi que le Prix Hope of Los Angeles.

Dans son nouveau rôle d'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, Forest Whitaker s'est engagé à soutenir plus particulièrement les programmes dédiés à la jeunesse, notamment dans le domaine de l'éducation à la paix et aux droits de l'homme. Il est attendu au 7^e Forum des jeunes de l'UNESCO en octobre prochain. ■

Nouveau partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes

Hillary Rodham Clinton, Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, et Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, étaient les invités spéciaux de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, le 26 mai 2011. Ils se sont réunis à l'occasion du lancement du Partenariat mondial en faveur de l'éducation des filles et des femmes, qui portera principalement sur l'éducation secondaire et sur l'alphabétisation des adultes, notamment en Afrique et en Asie. Cissé Mariam Kaïdama Sidibé et Sheikh Hasina, respectivement Premiers ministres du Mali et du Bangladesh, ont également pris part au Forum de haut niveau organisé le

même jour au siège de l'Organisation, en présence notamment de l'Aga Khan, président fondateur du Réseau Aga Khan de développement, ainsi que des représentants de plusieurs groupes mondiaux comme Nokia, Procter & Gamble, GEMS Education, Microsoft, Apple et la Fondation Packard.

Dans le monde, près de 39 millions de filles en âge d'être scolarisées dans les premières années du secondaire ne sont inscrites ni dans le primaire ni dans le secondaire, et les deux tiers des 796 millions d'adultes analphabètes sont des femmes. Seul un tiers des pays environ a atteint la parité des sexes dans le secondaire. ■

L'avenir du livre

« Le livre demain, le futur de l'écrit » était le thème du deuxième Forum mondial de l'UNESCO sur la culture et les industries culturelles (FOCUS 2011), qui s'est tenu du 6 au 8 juin à la Villa Reale de Monza (Italie).

Les enjeux liés à l'essor du livre numérique (économie, droits d'auteur, bibliothèques) étaient au cœur de ce débat organisé par l'UNESCO, qui a réuni quelque 200 auteurs, éditeurs, scientifiques, professionnels des médias, bibliothécaires, sociologues, blogueurs, chercheurs et décideurs politiques venus d'une quarantaine de pays.

« Le livre traverse aujourd'hui l'une des mutations les plus fondamentales de son histoire », a déclaré à cette occasion la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, avant d'ajouter : « Aucune entreprise, aucune bibliothèque, ne peut prétendre détenir à elle seule les clés de cet avenir. Ce Forum mondial de la culture et des industries culturelles traduit parfaitement l'esprit d'ouverture qui doit être le nôtre ».

Quelque 800 élèves ont pu suivre les travaux du Forum grâce à une retransmission des débats dans des lycées de la région. ■



© UNESCO/Bruno Cottar corda

© UNESCO/Ania Freindorf



Le MAB a 40 ans

Pour célébrer ses 40 ans d'existence, le Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère (Man and the Biosphere, MAB) a organisé la conférence internationale *Pour la vie, pour l'avenir. Les réserves de biosphère et le changement climatique*, à Dresde (Allemagne), les 27 et 28 juin.

Ayant dressé un inventaire des réalisations de ce programme pionnier qui vise à concilier conservation de l'environnement et activités humaines, les participants ont notamment abordé la question du rôle des réserves de biosphère

comme instrument de mise en œuvre des politiques sur le changement climatique.

Les réserves de biosphère sont des sites d'excellence où l'on teste de nouvelles pratiques en vue d'une meilleure gestion des ressources naturelles et du développement socio-économique. Les communautés locales sont activement impliquées dans la gestion, la recherche, l'éducation et la formation mises en œuvre dans ces sites, ce qui en fait des lieux d'expérimentation du développement durable. ■

Les médias sociaux selon Shashi Tharoor

Le premier homme politique indien à utiliser Twitter dans un contexte professionnel a donné, le 7 juin 2011, à l'UNESCO, une conférence sur le thème « Communication et médias sociaux dans le contexte des changements mondiaux ». Shashi Tharoor a souligné le rôle croissant des médias sociaux dans les processus de démocratisation (comme les révolutions du « printemps arabe »), dans les situations de catastrophe naturelle (comme récemment en Haïti ou au Japon) ou encore dans la diplomatie internationale.

Il a cité l'exemple de la visite officielle du président Obama au Ghana, peu après son élection. À la suite de l'annonce faite par la Maison Blanche, le président américain avait reçu plus de 250 000 questions de la part d'Africains à travers le continent, via Facebook et Twitter.

« Les médias sociaux sont là pour durer, et nous devons faire avec. Il faut donc en tirer le meilleur parti », a-t-il déclaré.

Membre du Parlement indien, Shashi Tharoor a été conseiller principal du Secrétaire général et Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information de l'ONU. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages qui ont eu un écho international, dont *Nehru, l'invention de l'Inde* (édition française : Seuil, 2008). ■

Mémoire du Monde : l'Australie à l'honneur

Si la pierre, le papier, le parchemin sont les gardiens de la mémoire de notre passé, les films, le multimédia et l'internet sont les gardiens du temps présent pour les générations futures. Guidée par cette idée, l'UNESCO a lancé en 1992 le Programme Mémoire du Monde, appelé à sauvegarder le patrimoine documentaire de l'humanité.

Le Registre de la Mémoire du monde répertorie, par exemple, le plus ancien livre imprimé à l'aide de caractères mobiles métalliques, la Bible à 42 lignes de Gutenberg, ainsi que de nombreuses collections retraçant l'œuvre d'écrivains célèbres, tels que Hans Christian Andersen, Astrid Lindgren, Christopher Okigbo ou Derek Walcott.

Tous les deux ans, de nouveaux documents viennent enrichir le Registre de la Mémoire du monde. Cette année, l'inscription de 45 nouvelles collections a porté leur nombre à 238. Autre tradition

biennale : une institution, ou une personne, est choisie comme lauréate du Prix UNESCO/Jikji, en reconnaissance de sa contribution à la préservation du patrimoine documentaire et à l'accès à ce patrimoine.

Doté de 30 000 dollars grâce à une donation de la République de Corée, le Prix UNESCO/Jikji 2011 sera remis en septembre aux Archives nationales australiennes (National Archives of Australia, NAA).

Fondées en 1960, les Archives nationales australiennes partagent leur savoir-faire avec des experts et le grand public, et assurent un libre accès aux outils de préservation des documents numériques. Les NAA se sont également distinguées dans le domaine de la conservation de documents écrits avec de l'encre métallo-gallique, une encre incluant des sels métalliques, utilisée en Europe pendant plusieurs siècles. ■

À la découverte du monde

La collection *Raconte-moi, Explique-moi* propose, en quelques pages, l'essentiel des informations sur différents sujets concernant l'UNESCO et ses programmes, tels que : le patrimoine mondial, les océans, les réserves de biosphère, le climat, la Terre, l'esclavage, l'artisanat... Ces petits livres guideront la réflexion et fourniront aux jeunes lecteurs (à partir de 10 ans) toutes les informations nécessaires en anglais, arabe, espagnol, français et russe. ■

Vous pouvez commander les volumes de cette collection à l'adresse suivante : www.unesco.org/publishing





Vestiges des palafittes du lac de Ledro, Italie

© Romano Magrone / Trento Alto Adig



Môtô-ji, jardin représentant la Terre pure (paradis bouddhiste), Japon

© Kawashima Printing Company



Le jardin persan Bagh-e Shahzadeh, Iran

© Masoud Ghadiri



Flamants roses au bord du lac Nakuru, Kenya

© UNESCO

Patrimoine de l'humanité 2011

En juin 2011, 25 nouveaux sites ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, qui en compte désormais 936. Un bref aperçu :

- Les Sites palafittiques autour des Alpes (*Suisse, Allemagne, Autriche, France, Italie, Slovénie*)
- Hiraizumi – Temples, jardins et sites archéologiques représentant la Terre Pure bouddhiste (*Japon*)
- Le Jardin persan (*Iran*)
- Le Réseau des lacs dans la vallée du Grand Rift (*Kenya*)
- La Côte de Ningaloo (*Australie*)



Le récif corallien de Ningaloo, Australie

© Tourism WA